

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
CONTRAT D'ASSURANCE

CONTRE L'INCENDIE

ET

LE DROIT FISCAL

(DROIT D'ENREGISTREMENT, DROIT DE TIMBRE, TAXE SPÉCIALE,
TAXE SPÉCIALE COMPLÉMENTAIRE).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le samedi 28 Mai 1910, à 3 heures

PAR

LOUIS DU PAN

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président: M. CHAVEGRIN, professeur.

*Suffragants: { M. WAHL, professeur.
 { M. JÈZE, agrégé.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
CONTRAT D'ASSURANCE
CONTRE L'INCENDIE

ET
LE DROIT FISCAL

(DROIT D'ENREGISTREMENT, DROIT DE TIMBRE, TAXE SPÉCIALE,
TAXE SPÉCIALE COMPLÉMENTAIRE).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le samedi 28 Mai 1910, à 3 heures

PAR

LOUIS DU PAN

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES.

Président: M. CHAVEGRIN, professeur.

*Suffragants: { M. WAHL, professeur.
 { M. JÈZE, agrégé.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1910

A ma Mère

en Témoinage de toute ma Reconnaissance

Sous ce titre le *Contrat d'assurance contre l'incendie et le droit fiscal*, nous nous proposons d'étudier les quatre impôts suivants à la perception desquels peut donner lieu la souscription d'un contrat d'assurance-incendie :

1° Les taxes d'enregistrement et de timbre ;

2° La taxe spéciale et la taxe spéciale complémentaire sur les capitaux assurés établies par les lois des 13 avril 1898 et 30 janvier 1907.

Les premières de ces taxes ne sont pas autres qu'une transformation des impôts généraux de l'enregistrement et du timbre établis sur tous les actes civils sans exception ; à ce titre elles frappent le contrat d'assurance lui-même et elles sont, de par la loi, à la charge des assurés.

La taxe spéciale et la taxe spéciale complémentaire sont au contraire des impôts sur les opérations des compagnies ou sociétés d'assurances perçus à l'occasion des contrats à la charge des compagnies ou sociétés.

Mais, bien que se différenciant ainsi par leur nature, ces quatre impôts n'en ont pas moins, au point de vue pratique, deux traits communs :

1° Ils ont tous pour assiette à l'heure actuelle, les opérations des compagnies ou sociétés d'assurances, les dites compagnies ou sociétés ayant non seulement à acquitter en fin d'exercice les impôts mis à leur charge mais encore les taxes d'enregistrement et de timbre dont le législateur leur a confié la perception.

2° Ils peuvent tous, au pis aller pour les assurés, être récupérés sur eux, que ceux-ci en soient de par la loi les débiteurs définitifs comme en matière d'enregistrement et de timbre ou qu'ils aient à les supporter par incidence, l'assureur les mettant à leur charge en vertu d'une disposition spéciale du contrat. *En définitive ces quatre impôts (la taxe spéciale complémentaire elle-même) sont susceptibles de figurer sur une police d'assurance contre l'incendie.*

La taxe spéciale complémentaire elle-même nous appartient, car s'il est vrai que la loi du 30 janvier 1907 édicte une prohibition de la récupérer, cette prohibition n'existe que pour les compagnies d'assurances à primes fixes. On peut voir figurer la taxe spéciale complémentaire sur les polices des sociétés d'assurances mutuelles.

Il nous a semblé qu'en raison de ces deux traits communs, ces quatre impôts pouvaient faire l'objet d'une même étude intéressante à deux points de vue :

Soit que se plaçant du côté de l'assureur on se de-

mande quel est le montant des taxes qu'il a à acquitter en fin d'exercice en raison du nombre et de l'importance des contrats par lui souscrits quels que soient les bénéfices qu'il réalise ;

Soit que se plaçant du côté de l'assuré l'on se demande quel sera le montant des impôts mis à sa charge et qui additionnés à la prime nette, c'est-à-dire au prix des risques lui-même, augmentent d'autant le coût de l'assurance.

Nous ajouterons que, quel que soit le point de vue auquel on se place, l'intérêt principal de cette étude réside en même temps que dans la physionomie très particulière de ces impôts, dans la grande inégalité de traitement que consacrent en la matière les lois fiscales : suivant la nature de la société ou compagnie à laquelle il est souscrit, le contrat d'assurance-incendie est plus ou moins lourdement imposé et met à la charge des sociétés ou compagnies elles-mêmes, sauf pour elles, en règle générale, la faculté de les recouvrer sur leurs assurés, des impôts plus ou moins nombreux. L'étude de ces impôts donne ainsi la mesure de la sympathie du législateur pour telle ou telle forme de l'assurance.

Nous étudierons successivement l'origine, l'assiette, la liquidation, la perception et la prescription des quatre impôts que nous avons énumérés. Nous n'étudierons ainsi ces taxes que dans leur structure,

cherchant surtout à faire ici œuvre pratique. Nous consacrerons pour cette raison la plus grande partie de notre travail à l'étude du droit d'enregistrement et du droit de timbre qui soulèvent les plus nombreuses difficultés.

Nous avons jugé nécessaire, avant que d'aborder l'étude elle-même de ces impôts, de consacrer une introduction aux différentes formes que peuvent, à l'heure actuelle, revêtir les compagnies ou sociétés d'assurances contre l'incendie et dont dépend, comme nous l'avons dit, le nombre ou la quotité des impôts à la perception desquels la souscription du contrat peut donner lieu.

Préalablement encore nous nous demanderons en nous plaçant à un point de vue très général si le principe même de l'impôt sur les assurances ne peut pas être contesté. Cela nous sera une occasion de rappeler, sans vouloir nous attarder sur le terrain économique qui n'est pas le nôtre, ce qu'est le contrat d'assurance et d'en montrer le rôle social.

Paris, avril 1910.

INTRODUCTION

L'assurance, quelle que soit celle de ses applications qu'on envisage, est une institution bienfaisante tant au point de vue individuel qu'au point de vue économique et social.

Ses effets répondent à son but : « réparer les conséquences dommageables qu'un événement fortuit peut entraîner soit pour les personnes soit pour les biens » (1) ; s'il est vrai qu'elle ne peut éliminer le hasard, qu'elle laisse par conséquent subsister le risque, elle allège du moins le poids des événements malheureux en en modifiant l'incidence : elle réduit le risque au minimum.

L'assurance économiquement parlant, c'est la mise en commun des risques et elle a pour objet de répartir les pertes dues au hasard (2).

(1) Fuzier-Hermann, *Répertoire alphabétique du droit français*, t. V, *Assurances*, n° 1.

(2) Cf. Michel Lacombe, dans le *Dictionnaire d'économie politique* de M. Léon Say ; Chaufon, *Les assurances*, t. I, nos 1 et 107.

En définitive, si on les envisage dans leurs effets, toutes les opérations d'assurance, sous quelque forme qu'elles se pratiquent, ne sont pas autres que les opérations d'une caisse mutuelle chargée de payer les sinistres avec les cotisations de ses adhérents (1).

Les conséquences dommageables du hasard se répartissent ainsi entre les mutualistes et en se répartissant elles s'atténuent. L'assurance est le mécanisme à l'aide duquel s'opère le partage » (2). « Les choses se passent ici comme quand on se donne un mal certain mais très minime dont on est maître pour éviter un mal incertain mais très dangereux et souvent mortel » (3). Le rôle bienfaisant de l'assurance au point de vue individuel apparaît par cela même.

L'assurance ne se recommande pas moins au point de vue économique et social : elle solidarise les patrimoines ; elle développe l'esprit d'entreprise en

(1) Pour la justification de cette idée, cf. Chaufton, *Les assurances*, t. I, n° 108. Même lorsque l'assurance est pratiquée par des compagnies à primes fixes, « la mutualité n'a pas disparu ; elle en est l'âme latente. La société n'est que la gérante de cette mutualité ; c'est la caisse commune où sont versées les primes qui paient les sinistres ». Cf. également Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, p. 692 : « Au point de vue économique sinon au point de vue juridique, l'assurance fonctionne entre les assurés sous la forme d'une garantie réciproque plutôt que sous la forme d'opérations isolées entre la compagnie d'assurance et chaque assuré ».

(2) Chaufton, *op. cit.*, t. I, n° 1.

(3) Reboul, *Moniteur des assurances*, 1870-1871, p. 512.

donnant aux capitaux un caractère de fixité et de certitude. Enfin l'assurance diminue au point de la rendre insensible la perte qui résulte pour la société de l'anéantissement de capitaux existants. « Rappelez-vous, écrivait à ce propos Edmond About, que le capital est un levier, un instrument destiné à rendre le travail moins pénible et plus utile et dites-moi si la destruction d'un levier de cinq kilos ne serait pas un mal beaucoup plus grand que le prélèvement d'un centigramme de fer sur cinq cent mille leviers » (1). Autrement dit et sans emphase le prélèvement d'une prime ou cotisation d'assurance modique ne diminue en rien la productivité des capitaux existants ; ce prélèvement permet par contre la reconstitution des capitaux anéantis.

Qui plus est, au point de vue fiscal l'assurance est d'une utilité évidente : elle sauvegarde la matière imposable en facilitant la reconstitution des biens détruits.

Ainsi connu dans ses effets, le contrat d'assurance ne devrait-il pas être, sinon exempté d'impôts, du moins frappé de droits réduits ?

Les arguments invoqués en ce sens ont bien rarement triomphé de l'esprit de fiscalité. Il n'en a été ainsi que lorsque l'Etat s'est fait lui-même assureur

(1) Edmond About, *L'Assurance*, Paris, 1865, p. 55.

(Caisse nationale contre la vieillesse, Caisse nationale contre les accidents) ou encore lorsqu'il a voulu favoriser le développement de certaines branches nouvelles de l'assurance qui ne s'adressent qu'à certaines classes sociales (assurances ouvrières et agricoles) (1).

En principe, tout contrat d'assurance est assujéti au droit d'enregistrement et au droit de timbre, ces deux impôts représentant en droit fiscal le prix de la protection de l'autorité publique pour assurer l'exécution de toutes les conventions qui créent des liens de droit et font naître des obligations. « Le contrat d'assurance, disait en 1871 Pouyer-Quertier, est peut-être de tous les contrats celui qui profite le plus des dépenses que l'Etat s'impose pour la conservation de la propriété, la protection de la vie humaine et l'amélioration des ports et des passes maritimes » (2).

Il n'en reste pas moins qu'en règle générale le contrat d'assurance n'est frappé que de ces deux impôts de droit commun.

Par contre, le contrat d'assurance contre l'incendie

(1) Cf. lois des 11 juillet 1868 et 24 mai 1899 exemptant des droits d'enregistrement et de timbre tous actes intéressant la caisse nationale d'assurances contre les accidents.— Cf. dans le même sens, lois des 18 juin 1850 et 25 juillet 1886 en ce qui concerne la caisse des retraites pour la vieillesse.— Cf. loi du 9 avril 1898 en ce qui concerne les polices souscrites en exécution de cette loi.— Cf. loi du 4 juillet 1900 consacrant l'exemption de tout impôt pour les sociétés d'assurances mutuelles agricoles.

(2) Sirey, *Lois annotées*, 1871, p. 126.

qui nous occupe a fait naître des lois d'exception. Il est aujourd'hui le plus imposé de tous les contrats d'assurance.

Les lois des 23 août 1871 et 29 décembre 1884 ont rendu plus lourds, en même temps que méconnaissables, les droits d'enregistrement et de timbre qui continuent à le frapper.

Les lois des 13 avril 1898 et 30 janvier 1907 ont assujetti les compagnies ou sociétés d'assurances contre l'incendie à des impôts spéciaux perçus à l'occasion des contrats.

Deux causes ont conduit à ce résultat :

1° Le grand développement de l'assurance contre l'incendie et par suite la possibilité de trouver, en surtaxant le contrat, de nouvelles ressources budgétaires (1).

2° L'état d'esprit du législateur de plus en plus hostile aux grandes entreprises d'assurances contre l'incendie, particulièrement aux compagnies d'assurances à primes fixes, et profitant de leur vitalité toujours grandissante pour imposer sur les contrats des taxes toujours plus nombreuses et plus lourdes.

La transformation en des taxes annuelles des droits d'enregistrement et de timbre opérée par les lois de

(1) Cf. *Les impôts en France*, traité technique avec préface de J. Caillaux, t. I, p. 271.

1871 et de 1884 procède de la première de ces deux causes.

Quant aux lois de 1898 et de 1907 elles reflètent l'état d'esprit du législateur contemporain qui donne à l'impôt un but social ; il a cherché ici non seulement à se procurer des ressources mais aussi à atteindre les grandes compagnies à primes fixes ou les grandes sociétés mutuelles au profit d'entreprises privilégiées parce qu'elles sont déjà sous la main-mise de l'Etat : les caisses départementales et les caisses d'assurances agricoles pour qui il a édicté un traitement de faveur.

Il ne nous appartient pas ici dans une étude exclusivement technique de nous prononcer sur cette déviation d'impôts qui cessent d'être uniquement « les pourvoyeurs du budget » pour conduire à un prétendu progrès social : l'assurance service public. Nous remarquons simplement que certaines des lois fiscales que nous nous proposons d'étudier édictent des traitements de faveur pour telle ou telle forme de l'assurance. Nous aurons continuellement à distinguer entre les compagnies d'assurances à primes fixes, les sociétés d'assurances mutuelles, les caisses départementales et les caisses d'assurances agricoles. Il nous faut donc ici rappeler ce que sont les primes fixes et les mutuelles, et dire ce que sont les caisses départementales et les caisses d'assurances agrico-

les. Un contrat d'assurance contre l'incendie ne peut à l'heure actuelle être souscrit qu'à une compagnie ou société appartenant à l'un ou l'autre de ces quatre types.

Bien qu'en théorie la validité du contrat d'assurance ne soit nullement subordonnée à la rédaction d'un écrit (1), nous laisserons de côté l'hypothèse du contrat d'assurance passé sans police qui est une exception dans la pratique et dont au reste les lois fiscales ne se sont pas préoccupées.

★★

Il y a assurance à primes fixes quand une personne nommée assureur (qui est en fait une société anonyme) se charge d'indemniser les sinistrés à ses risques et périls avec le produit des primes qu'elle a fixées à forfait et qui représente le prix des assurances. En définitive l'assureur prend les risques à sa charge moyennant le paiement par l'assuré d'un prix convenu.

Dans l'assurance à primes fixes, l'assureur et l'assuré sont absolument distincts l'un de l'autre (2).

(1) La jurisprudence reconnaît à cet égard d'une façon constante que l'écriture n'est pas de l'essence du contrat, qu'elle n'est qu'un moyen d'en prouver l'existence. Cf. comme décisions récentes, Paris, 11 mars 1898, D. P., 1898, 2, 392 et, sur pourvoi, Req., 12 juin 1899, D. P., 1899, 1, 608.

(2) La constitution et l'administration des sociétés d'assurances à primes fixes sont régies par la loi du 24 juillet 1867 et par le décret du 22 janvier 1868.

Il n'en est pas de même dans l'assurance mutuelle. « L'assurance mutuelle est formée par la réunion de divers intéressés qui mettent leurs risques en commun et s'obligent à supporter proportionnellement à leur intérêt respectif le préjudice dont l'un d'eux pourra être atteint » (1). Ainsi dans l'assurance mutuelle, d'une part les deux rôles de l'assureur et de l'assuré sont confondus ; d'autre part il n'y a point de somme fixe à payer, la cotisation de chaque sociétaire variant suivant le nombre et l'importance des sinistres.

Il faut toutefois ajouter qu'à côté de la mutuelle-type à cotisation variable, il existe des mutuelles à cotisation limitée où le rappel de cotisation ne peut excéder un multiple déterminé de la cotisation déjà versée et des mutuelles à cotisations absolument fixes ; il va de soi que, dans ces deux dernières catégories de mutuelles, les sinistres ne sont jamais payés qu'au marc le franc proportionnellement aux capitaux disponibles formés de l'ensemble des cotisations.

Les compagnies d'assurances à primes fixes et les sociétés d'assurances mutuelles sont les deux grands modes de l'assurance qui se partagent aujourd'hui le marché.

Les caisses départementales sont des institutions archaïques. Créées par arrêtés préfectoraux dans les

(1) Petite collection Dalloz, *Code des assurances*, p. 75.

départements de la Marne, de la Meuse, des Ardennes et de la Somme au début du XIX^e siècle, elles ne furent d'abord que des institutions d'assistance copiées sur les institutions philanthropiques que l'ancienne France avait connues sous le nom de « Bureaux des incendiés » (1). L'assurance contre l'incendie n'étant pas née elles répondaient alors à un besoin ; mais aujourd'hui elles ont d'une part perdu leur caractère charitable en ne secourant plus qu'accessoirement les indigents sinistrés, et d'autre part, à les envisager dans leur fonctionnement, elles reposent sur des bases qui ne sont pas celles de l'assurance.

Le contrat d'assurance est un contrat d'indemnité. Or ces caisses destinées à secourir les victimes des sinistres au moyen de collectes ou de dons volontaires présentent cette particularité qu'il n'existe aucun lien juridique entre les souscripteurs et la caisse. Au reste leur titre seul « Caisse de secours » indique clairement qu'il ne saurait y avoir de droit pour l'adhérent. « Il ne serait pas exact de dire, déclare formellement une notice publiée par la caisse départementale de la Somme, que la caisse assure des valeurs mobilières ou immobilières contre le risque d'incendie. Les statuts ne promettent aux souscrip-

(1) Voir, à ce sujet, baron Cerise, *La lutte contre l'incendie avant 1789*, 2^e édition, p. 35 et 36.

teurs que des *secours* proportionnels aux versements faits à la caisse et aux pertes constatées, sans qu'il y ait aucune relation obligée entre la somme versée et la valeur des meubles ou immeubles désignés » (1). En définitive les commissions administratives qui statuent sur le règlement des sinistres sont absolument libres d'accorder ou non des secours aux adhérents sinistrés et de déterminer à leur gré le montant de ces secours. Il n'existe qu'un simple engagement moral laissé à la bonne foi de l'administration. Ces caisses apparaissent ainsi comme étant des institutions hybrides, un compromis entre l'idée ancienne d'assistance et l'idée moderne d'assurance.

A les envisager à un autre point de vue, elles n'ont aucune base légale. Bien que nées sous l'égide de l'administration préfectorale, bien que faisant appel aujourd'hui encore au concours du personnel administratif : maires, conseillers municipaux, membres des conseils généraux, elles n'en conservent pas moins le caractère d'une institution absolument privée, car elles ne se rattachent à aucune des branches de l'administration départementale. Elles n'auraient donc pu être créées que par une loi. Or on la chercherait en vain ; aucun texte de loi n'a jamais autorisé

(1) Extrait de la notice publiée en 1900 par la caisse départementale, d'après une brochure sur les caisses départementales publiées par le *Moniteur des assurances*.

les conseils généraux ou les préfets à fonder des institutions de ce genre et cependant ce texte serait nécessaire en vertu d'un principe fondamental de notre droit public : la règle de la spécialité des personnes morales.

En effet, alors que les individus possèdent tous les droits qui ne leur sont pas expressément refusés par la loi, la situation contraire existe pour les personnes morales : ces dernières ne possèdent que les droits qui leur sont reconnus par la loi. C'est pourquoi le conseil d'Etat, dans sa séance du 21 mai 1896 (1), a décidé qu'un conseil général ne pouvant se fonder sur aucune disposition légale n'a pas qualité pour créer une caisse départementale d'assurance contre l'incendie.

Sans doute, des lois intervenues postérieurement à la création des caisses départementales les mentionnent : lois des 6 juin 1850, art. 37, loi du 13 avril 1898, art. 17, loi du 30 janvier 1907, art. 5, mais ce sont toutes des lois fiscales indiquant dans quelles conditions ces caisses supporteront les taxes qui frappent l'industrie des assurances. Leur donner une autre portée serait une étrange méprise : a-t-on jamais songé à soutenir qu'en faisant payer aux congréga-

(1) Simonin, *Jurisprudence générale* [des assur.], t. II, IV^e partie, p. 39.

tions religieuses des taxes spéciales, droit d'accroissement et autres, l'Etat avait reconnu leur existence légale ?

Ainsi les anciennes caisses départementales ont simplement une situation de fait. Elles ne semblent donc pas devoir se multiplier à défaut d'une loi spéciale autorisant la création de caisses nouvelles.

La création de caisses départementales se heurte en effet aujourd'hui à des difficultés juridiques devant lesquelles les conseils généraux de l'Aisne, de la Drôme, du Lot, des Pyrénées-Orientales, des Vosges et du département d'Oran ont reculé ; seul le conseil général de la Côte d'Or a cru pouvoir passer outre : une caisse départementale fonctionne dans ce département depuis le premier janvier 1909.

Le conseil général de la Côte d'Or a cru pouvoir assimiler à une institution départementale d'assistance publique une institution de ce genre qui est plus qu'une institution d'assistance, une pseudo-mutualité d'assurance ; en conséquence, un arrêté préfectoral rendu en vertu de l'article 46, paragraphe 20, de la loi du 10 août 1871 a autorisé la création de cette nouvelle caisse départementale.

Les sociétés d'assurances mutuelles agricoles sont toutes de création récente, mais elles constituent, comme les caisses départementales, des sociétés d'assurances mutuelles qui échappent à la législation de

droit commun : elles ne sont pas assujetties aux dispositions de la loi du 24 juillet 1867 et du décret du 2 janvier 1868. L'assurance mutuelle agricole est basée sur les lois des 21 mars 1884 et 4 juillet 1900.

La loi du 21 mars 1884 en autorisant la création de syndicats professionnels reconnaissait le droit d'association en vue d'objets déterminés *aux personnes exerçant la même profession*. Sous le bénéfice de cette loi, des syndicats agricoles se formèrent donc ayant pour objet l'assurance. Leur légalité, contestée sous l'empire de la loi de 1884 (1), a été formellement reconnue par la loi du 4 juillet 1900.

Il est évident qu'en favorisant les caisses d'assurances agricoles, le législateur de 1900 cherchait surtout à faciliter l'organisation des différentes branches d'assurances spéciales à l'agriculture (mortalité du bétail, inondation, gelée, grêle, etc.), qui étaient alors insuffisantes ou dont tout au moins l'insuffisance était patente.

Des caisses d'assurances mutuelles contre l'incendie ne s'en sont pas moins constituées sous le régime de la loi de 1884 qui les dispense des formalités et des frais de constitution imposées aux sociétés d'assurances mutuelles par la loi de 1867 et le décret de 1868. Il faut ajouter qu'aujourd'hui encore l'illégalité de la

(1) Voir en ce sens l'opinion exprimée par M. Lyon-Caen, circulaire XIX, série B du Musée social.

plupart de ces caisses n'est pas douteuse ; car si elles se bornent à assurer des risques ruraux, peu leur importe par contre que leurs assurés soient agriculteurs ou non, qu'ils soient propriétaires exploitants ou simplement propriétaires de risques ruraux exerçant une profession quelconque ; par là elles violent une des conditions exigées par la loi de 1884.

Les caisses d'assurances mutuelles agricoles sont ainsi venues concurrencer les grandes compagnies ou sociétés d'assurances contre l'incendie qui suffisaient à leur tâche.

Patronnées dès leur début par des membres influents du Parlement, instruments politiques à l'occasion, ces caisses se sont rapidement développées et sont parvenues à former des groupements d'une certaine importance, notamment celui de *l'Union du Sud-Est des Syndicats agricoles*. Ces divers groupements ont été depuis centralisés par *l'Union centrale des Syndicats des agriculteurs de France*.

Les caisses d'assurances agricoles, à l'encontre des caisses départementales, nous semblent susceptibles d'extension. Si isolément les caisses locales sont incapables de se suffire à elles-mêmes parce qu'elles violent un des principes fondamentaux de l'assurance, à savoir celui de la division des risques, elles remédient au danger et y remédieront de plus en plus en se fédérant. Le développement de leurs opérations

leur permet même à l'heure actuelle de trouver des réassureurs solvables pour les mettre à l'abri des aléas (1).

Il leur est en outre permis d'espérer de la part de l'Etat qui les subventionne et qui les contrôle (2), la création d'une caisse nationale de réassurance. Une proposition de loi conçue en ce sens a été présentée au Parlement ; cette proposition, sans aucun doute, aura l'appui de tous les partisans de l'Etatisme qui y verront un acheminement vers le monopole des assurances.

Revenant aux impôts qui nous occupent, les caisses d'assurances agricoles sont exemptées des taxes d'enregistrement et de timbre en vertu de la loi du 4 juillet 1900 ; elles ne sont pas davantage assujetties à la taxe spéciale et à la taxe spéciale complémentaire. Il en résulte que tout contrat d'assurance contre l'incendie qui leur est souscrit ne donne lieu à la perception d'aucun impôt.

Nous n'aurons donc par la suite qu'incidemment et pour apprécier le bien-fondé des exemptions dont elles sont l'objet, à nous occuper des sociétés d'assurances mutuelles agricoles.

(1) V. *infra*, p. 54, ce qu'il faut entendre par réassurance.

(2) Cf. au sujet des dépenses de surveillance et de contrôle de ces caisses, *Journal officiel* du 14 décembre 1909, compte rendu de la séance de la Chambre du 13 décembre.

Nous noterons toutefois qu'aux termes des lois des 4 juillet 1900 et 30 janvier 1907, ces caisses ne sont exemptes d'impôts qu'autant qu'elles sont gérées et administrées gratuitement (1). C'est à la Régie (loi du 22 frimaire an VII, art. 63) et, le cas échéant, aux tribunaux de droit commun compétents en matière d'impôts indirects qu'il appartient de décider si le fait d'allouer dans certaines de ces sociétés des appointements et des jetons de présence au directeur et aux administrateurs rend ou non les opérations de ces sociétés passibles des impôts que nous étudions (2).

(1) Cf. Chambre des députés, annexe 1.522 au procès-verbal de la séance du 15 mars 1900.

(2) Le conseil d'Etat statuant en matière de patente a décidé que les caisses d'assurances agricoles doivent encore bénéficier de l'exemption si les appointements du directeur et les jetons de présence donnés aux administrateurs représentent simplement la rétribution de leurs apports et la compensation de leurs peines, soins et diligences (Cf. Fuzier-Herman, *Rep. alph. du droit fr.*, t. XXXIV, p. 895).

PREMIÈRE PARTIE

Droit d'enregistrement.

CHAPITRE PREMIER

Du droit d'enregistrement.

Législation fiscale française en matière d'assurances.
Application jusqu'en 1871 au contrat d'assurance contre
l'incendie des lois des 22 frimaire an VII,
28 avril 1816 et 16 juin 1824.

Le contrat d'assurance contre l'incendie est resté soumis aux règles générales édictées en matière d'enregistrement, notamment à la loi fondamentale du 22 frimaire an VII, jusqu'à la loi du 23 août 1871. Cette dernière loi encore en vigueur aujourd'hui a frappé le contrat d'assurance contre l'incendie d'une taxe d'enregistrement spéciale présentant des caractères très différents du droit d'enregistrement proprement dit. Ce chapitre aura donc pour objet l'étude de la législation antérieurement applicable qui nous mettra

à même de nous rendre compte des innovations apportées par la loi de 1871.



« L'enregistrement consiste à analyser ou à reproduire sur un registre tenu par un fonctionnaire de l'Etat soit des actes, soit des déclarations et à percevoir à cette occasion, quand il y a lieu, les droits fixés par la loi » (1).

Ces droits se divisent en droits de mutation et en droits d'actes. Les premiers sont établis sur les transmissions entre vifs et par décès ; les seconds frappent l'acte lui-même, la convention servant seulement à en déterminer l'élévation. Il ressort de cette distinction que le contrat d'assurance ne saurait être assujéti qu'à un droit d'acte.

Mais les droits d'acte se divisent eux-mêmes ; ils sont proportionnels ou fixes suivant la nature des contrats.

Le contrat d'assurance à prime fixe, contrat par lequel une personne promet à une autre, moyennant un prix convenu appelé prime, de l'indemniser d'une perte éventuelle, présente les caractères suivants (2) :
Il est :

(1) *Les impôts en France*, traité technique avec préface de J. Caillaux, t. I, p. 159.

(2) Ces caractères appartiennent aussi à l'assurance mutuelle. Toutefois nous préférons ne parler ici que du contrat d'assurance

1° Consensuel, puisqu'il se forme par l'accord de deux volontés ;

2° A titre onéreux, car chacune des parties reçoit un avantage en échange de ce qu'elle donne ;

3° Synallagmatique, puisque chacune des deux parties contracte une obligation : l'assuré, de payer le coût de l'assurance ; l'assureur, d'indemniser l'assuré en cas de sinistre ;

4° Aléatoire, car les avantages et les pertes résultent pour les deux parties d'un événement incertain : le sinistre.

Le contrat d'assurance est un contrat à titre onéreux, voilà ce qu'il importe de retenir au point de vue du droit d'enregistrement ; c'est par cela même un droit d'acte proportionnel qui doit lui être appliqué ; le contrat d'assurance rentre, en effet, dans cette catégorie d'actes contenant obligation, libération, condamnation, collocation de sommes et valeurs visées par l'article 4 de la loi du 22 frimaire an VII (1).

Il restait à déterminer la quotité de ce droit pro-

à prime fixe, le contrat d'assurance mutuelle ayant été sous l'empire de la loi du 22 frimaire an VII frappé d'un simple droit fixe en tant que contrat innomé.

(1) L'article 3 de la loi de frimaire qui traite du droit fixe dispose : « Le droit fixe s'applique aux actes soit civils, soit judiciaires ou extra-judiciaires qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni condamnation », etc...

portionnel. Le législateur de l'an VII fit preuve ici d'esprit critique ; il ne s'attacha pas aux idées émises par les anciens auteurs qui avaient assimilé le contrat d'assurance, soit au cautionnement, soit au mandat, soit à la vente (1). Il vit fort bien dans le contrat d'assurance un contrat d'une nature particulière ayant ses règles propres, codifiées au reste par l'ordonnance de 1861 (2), et logiquement il édicta pour lui un tarif spécial et distinct de ceux édictés pour les autres actes visés par l'article 4 de la loi. L'article 69, paragraphe 2, de la loi fondamentale établit un droit de 0 fr. 50 % sur la prime ; l'article 51, n° 2, de la loi du 28 avril 1816 porta par la suite la quotité du droit à 1 %.

Sous l'empire de cette législation, les contrats d'assurances passés sous signatures privées ne sont pas assujetties à la formalité de l'enregistrement dans un délai déterminé, car ils ne rentrent pas parmi les actes énumérés par l'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII (3). Ils sont donc soumis aux articles

(1) Pothier, t. IX, p. 249.

(2) Il faut noter que le législateur fiscal de l'époque intermédiaire devança ainsi les législateurs du code civil et du code de commerce, l'article 1964 du code civil, titre X, et le livre II du code de commerce étant postérieurs à la loi du 22 frimaire.

(3) S'ils étaient passés devant notaire, ils seraient assujettis à l'enregistrement dans un délai de dix ou de quinze jours (loi du 22 frimaire an VII, article 20).

23 et 42 de cette même loi ainsi conçus : Art. 23 : « Il n'y a point de délai de rigueur pour l'enregistrement de tous autres actes que ceux mentionnés dans l'article précédent (*transmission immobilière, baux à ferme ou à loyer*) qui seront faits sous signatures privées ou passés en pays étranger et dans les îles et colonies française où l'enregistrement n'aurait pas encore été établi, mais il ne pourra en être fait usage soit par acte public, soit en justice ou devant toute autorité constituée qu'ils n'aient été préalablement enregistrés » ; Art. 42 : « Aucun notaire, huissier, greffier, secrétaire ou autre officier public ne pourra faire ou rédiger un acte en vertu d'un acte sous signatures privées ou passé en pays étranger, l'annexer à ses minutes, ni le recevoir en dépôt, ni en délivrer extrait, copie ou expédition s'il n'a été préalablement enregistré, à peine de cinquante francs d'amende et de répondre personnellement du droit » (1).

L'impôt devenu alors exigible en raison de la présentation de l'acte à la formalité se calcule au taux de 1 % sur le montant des primes échues et à échoir. Quant aux avenants constatant une réduction de la

(1) Parmi les jugements qui ont fait application de cet article au contrat d'assurance-incendie : Cass., 7 janvier 1851 ; *Journal des assurances*, 1852, p. 209 ; Cass., 14 février 1853 ; *Journal des assurances*, 1853, p. 55 ; Cass. 10 février 1858, *Journal des assurances*, 1858, p. 190.

somme assurée, le transfert des risques ou le résiliation de la police, ils sont considérés comme des actes innomés passibles d'un simple droit fixe (1) (loi du 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, n° 51).

Il y a également lieu à la perception de ces droits si les parties présentent volontairement le contrat à l'enregistrement dans le but de lui donner date certaine (art. 1328 c. c.).

★★

Telle est l'économie des lois des 22 frimaire an VII, et 28 avril 1816. Ces lois étaient-elles applicables aux assurances terrestres ? Indépendamment d'un intérêt historique, la question même en assurance-incendie offre quelque intérêt à l'heure actuelle : ces lois doivent-elles s'appliquer aux contrats souscrits dans les colonies françaises où la loi de 1871 n'a pas été promulguée ?

La question est résolue aujourd'hui dans le sens de l'affirmative, mais elle a été discutée pendant longtemps.

Les partisans de la négative faisaient valoir que le législateur de l'an VII et de 1816 ne pouvait avoir eu en vue les assurances terrestres, les assurances maritimes étant seules pratiquées en France à l'époque de la promulgation de ces lois fiscales. Ils corro-

(1) Fuzier-Herman, *op. cit.*, t. V, p. 633, n° 1170.

boraient l'argument en invoquant un texte postérieur, l'article 1964 du code civil, au titre des contrats aléatoires, où il est dit que le contrat d'assurance est régi par les lois maritimes. Les partisans de cette thèse prétendaient donc que lorsque le législateur fiscal de même que le législateur du code civil avaient parlé d'assurances, c'était uniquement les assurances maritimes qu'ils avaient entendu désigner par là (1).

Les partisans de la thèse contraire faisaient valoir que la formule de l'article 69, paragraphe 2, n° 2, de la loi de frimaire est une formule trop générale pour autoriser des réserves, que de plus il est téméraire d'affirmer que les assurances maritimes, bien que seules pratiquées en France, aient seules pu être envisagées (2). Les assurances contre l'incendie existaient notamment en Angleterre et elles ne devaient pas être inconnues du législateur français ; en France même avant la période révolutionnaire, des compagnies d'assurances terrestres avaient fonctionné : la chambre ou société d'assurances générales autorisée le 20 septembre 1753, la compagnie des eaux de Paris autorisée le 20 juillet 1786 à pratiquer, indépendamment de son commerce, l'assurance des immeu-

(1) Grün et Joliat, *Assurances terrestres*, n° 202.

(2) Persil, *Assurances terrestres*, n° 82 ; Naquet, *Traité des droits d'enregistrement*, v° *Assurances*, n°s 602 à 617.

bles contre l'incendie, la compagnie d'assurances générales contre les incendies mobiliers et immobiliers autorisée le 20 novembre 1786. Et enfin, ajoutait-on, quelle qu'ait été l'intention des rédacteurs des lois de l'an VII et de 1816, toutes les applications de l'assurance rentrent dans la catégorie des actes soumis au droit d'enregistrement proportionnel ; elles doivent donc encore à ce titre seul, à défaut de stipulation contraire, être assujetties au même impôt (1).

De fait, de nouvelles compagnies ou sociétés d'assurances terrestres s'étant constituées, une décision du ministre des finances en date du 14 juin 1821 vint résoudre la question dans le sens de la perception du droit proportionnel édicté par les lois de frimaire an VII et d'avril 1816. En transmettant cette décision au service, l'administration de l'enregistrement ajoutait : « Le ministre ayant statué sur les actes d'assurances quel qu'en soit l'objet, sa décision est applicable à tous les contrats par lesquels les assurés moyennant une prime payable au comptant ou à terme font garantir leurs maisons, bâtiments, effets mobiliers, etc... » (2).

La pratique de l'administration, bien que discutée encore dans la doctrine, s'établit donc en ce sens ;

(1) Rome, *Des assurances sur la vie*, n° 484 ; Boudousquié, *Traité de l'assurance contre l'incendie*, p. 259.

(2) Fuzier-Herman, *op. cit.*, t. V, p. 630.

le droit proportionnel de 1 % édicté par l'article 51 de la loi du 28 avril 1816 fut dorénavant perçu sur tous les contrats d'assurances sans distinction dans les cas visés par les articles 23 et 42 de la loi du 22 frimaire an VII. Le contrat d'assurance contre l'incendie fut en conséquence passible de ce droit jusqu'à la loi du 23 août 1871 qui l'a mis définitivement hors de cause (1).

Nous noterons du reste que le droit proportionnel édicté par la loi du 28 avril 1816 s'applique aujourd'hui encore dans les conditions fixées par la loi de frimaire à certains contrats d'assurances terrestres, notamment aux contrats d'assurances sur la vie, aux contrats d'assurances contre les risques agricoles et aux contrats d'assurances contre les accidents à l'exception des polices souscrites en exécution de la loi du 9 avril 1898 qui bénéficient de la gratuité (Sol. adm. enreg., 14 nov. 1873, *Journ. enreg.*, n° 19.371) (2).

L'administration comme l'ancienne jurisprudence étaient même allées plus loin dans l'assimilation

(1) Cf. *Dict. des droits d'enregistrement de timbre, de greffe, et d'hypothèque*, Paris 1875, t. 1, *Assurances*, n° 203 ; Pouget, *Dict. des assurances terrestres* (Paris, 1855) au mot Enregistrement.

(2) L'impôt de 1 % est naturellement soumis aujourd'hui comme tous les droits d'enregistrement à 2 déc. 1/2. Quant au droit fixe applicable à certains avenants, il est aujourd'hui de 3 fr., décimes non compris (loi du 28 février 1872, art. 4).

qu'elles avaient faite de toutes les applications de l'assurance ; elles avaient étendu aux assurances terrestres le bénéfice de l'article 5 de la loi du 16 juin 1824 dont cependant la formule n'était pas générale comme celle des lois précédentes. « Les polices d'assurances *maritimes* ne sont assujetties qu'au droit fixe de 1 franc pour enregistrement. Le paiement du droit proportionnel fixé par l'article 51 de la loi du 28 avril 1816 sera perçu seulement lorsqu'il sera fait usage de ces actes en justice ». Bien qu'il faille évidemment ajouter tout au moins pour les assurances terrestres (1), ou en cas d'usage dans un acte public ou devant toute autorité constituée (loi du 22 frimaire an VII, art. 42 et 47), l'article 5 de la loi du 5 juin 1824 recevait son application lorsque les contrats étaient volontairement présentés à la formalité dans le but d'obtenir date certaine.

Sans doute les contrats d'assurances terrestres soumis aujourd'hui encore aux lois de l'an VII et de 1816 ne bénéficient plus de cette disposition de la loi de 1824 ; mais au point de vue qui nous occupe

(1) Pour les assurances maritimes elles-mêmes le texte de la loi de 1824 était matière à discussion. La jurisprudence admettait que les polices rédigées par les notaires n'étaient pas passibles de droit proportionnel si elles étaient rédigées dans la forme des actes sous seings privés, mais que par contre elles devenaient passibles de ce droit si elles étaient rédigées dans la forme des actes de leur ministère.

cette disposition fut applicable au contrat d'assurance-incendie jusqu'à la loi de 1871.

En résumé, notre contrat était frappé sous l'empire de la législation de droit commun :

1° D'un simple droit fixe de 1 franc s'il était volontairement présenté à la formalité ;

2° D'un droit proportionnel de 1 % sur le montant des primes s'il en était fait usage en justice ou dans un acte public ou devant une autorité constituée (1).

Il était ainsi frappé d'un droit d'enregistrement normal, l'impôt n'étant perçu qu'autant qu'il était fait appel à l'autorité publique. La loi du 23 août 1871 devait pour des nécessités budgétaires rendre le droit exigible dès la souscription de la police, *en prévision des services que les assurés peuvent être appelés à demander à l'Etat !*

(1) Nous n'avons pas cru utile de nous attarder sur la disposition de la loi de frimaire an VII reproduite dans la loi de 1816 : « en temps de guerre il n'y a lieu qu'au demi-droit », dont il n'a jamais été fait application aux assurances terrestres et qui n'aurait lieu d'être appliquée qu'autant que les polices d'assurances terrestres stipuleraient une surprise pour l'éventualité d'une guerre comme en assurance maritime. Nous mentionnerons seulement que cette disposition fut invoquée par les partisans de l'interprétation restrictive.

CHAPITRE II

Du droit d'enregistrement sur le contrat d'assurance contre l'incendie édicté par la loi du 23 août 1871.

La loi du 23 août 1871, complétée par le décret du 25 novembre de la même année portant règlement d'administration publique, a modifié sur trois points la législation antérieurement applicable.

1° Elle substitua au droit proportionnel et au droit fixe établis par les lois du 22 frimaire an VII, 28 avril 1816 et 16 juin 1824 une taxe d'enregistrement obligatoire de par la rédaction même du contrat. Le droit d'enregistrement a perdu ainsi son caractère de droit d'acte ne donnant ouverture à la perception de l'impôt que dans les cas où la formalité de l'enregistrement est imposée ou lorsqu'elle est volontairement requise.

2° Elle modifia l'assiette de l'impôt assis non plus directement sur chaque contrat mais sur l'ensemble des primes annuellement recouvrées par les assureurs.

3° Elle chargea de la perception de la taxe les compagnies ou sociétés d'assurance et les constitua débiteurs directs de l'impôt, sauf la faculté pour elles de le recouvrer sur leurs assurés qui en restent les débiteurs définitifs.

Ces modifications, il faut le remarquer, se commandaient les unes les autres.

Le législateur de 1871 a cherché à augmenter le rendement de l'impôt ; il a édicté dans ce but une taxe *obligatoire* qui *recouvrable annuellement* a pu être d'une quotité plus forte, et pour atteindre infailliblement annuellement tous les contrats il lui a fallu, quitte à organiser un contrôle, *obliger les assureurs à en faire l'avance*.

L'impôt en est sorti défiguré ; il est, dans sa forme actuelle, impossible à cataloguer dans une catégorie quelconque des droits d'enregistrement. En effet, le droit d'enregistrement sur le contrat d'assurance ne saurait être, comme nous l'avons vu, qu'un droit d'acte ; or, une taxe obligatoire annuelle, assise sur les opérations des assureurs, n'en possède évidemment plus les caractères.

Cependant au point de vue légal la taxe reste un droit d'enregistrement perçu à l'occasion des contrats ; le paiement de la taxe procure aux contrats l'enregistrement gratis toutes les fois qu'il est requis. Le rapporteur de la loi de 1871 s'en est très nette-

ment expliqué à ce sujet : « Ce n'est pas un droit immobilier que nous établissons, c'est uniquement un droit d'enregistrement sur les polices d'assurances » (1), au surplus le texte de la loi énonce clairement que c'est d'un droit d'enregistrement qu'il s'agit. La jurisprudence de son côté a maintes fois reconnu le caractère d'un droit d'enregistrement à la taxe édictée par la loi de 1871 (2).

Nous aurons par la suite à faire application de cette idée, notamment dans l'étude des droits acquis et de la prescription.

SECTION I. — Assiette, liquidation et perception de l'impôt.

« La taxe est fixée, dit la loi, annuellement à raison de 8 % du montant des primes ou, en cas d'assurances mutuelles de 8 % des cotisations ou des contributions (Loi du 23 août 1871, art. 6, n° 2) ; elle est naturellement soumise aujourd'hui comme tous les droits d'enregistrement à deux décimes et demi (Loi des 23 août 1871, art. 1, et 30 déc. 1873, art. 2) ».

Sauf à nous à déterminer plus tard ce qu'il faut entendre par prime, cotisation ou contribution, le

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1871, p. 131.

(2) Trib. Seine, 7 mars 1874, *Journal de l'enregistrement*, n° 19406, et, sur pourvoi, Cass., 29 décembre 1875, Sirey, 1876, 1, 325 ; Rouen, 9 mars 1876, *Journal de l'enregistrement*, n° 20.003.

texte de la loi ne fait, comme on le voit, aucune distinction entre les compagnies d'assurances à primes fixes et les sociétés d'assurances mutuelles au point de vue de l'assiette et de la quotité de l'impôt calculé sur l'intégralité des primes, cotisations ou contributions.

Mais quelle est la situation des caisses d'assurances agricoles et des caisses départementales ?

Le législateur de 1871 ne pouvait songer à s'occuper des caisses d'assurances agricoles qui n'existaient pas à l'époque ; ces caisses ont été exemptées du droit d'enregistrement par la loi du 4 juillet 1900. Quant aux caisses départementales, s'il n'en fait pas mention dans la loi, le silence du texte ne résulte nullement d'un oubli. Lors de la discussion du projet de loi on avait proposé une disposition additionnelle exemptant de la taxe nouvelle « les caisses départementales qui assurent gratuitement les bâtiments départementaux et communaux », mais cette disposition sombra, le ministre des finances d'alors, Pouyer-Quertier, ayant fait remarquer que l'exemption allait de soi du moment que l'assiette de l'impôt, c'est-à-dire la prime, faisait défaut (1). Comme on le voit, l'ignorance du législateur de 1871 était complète sur la nature des opérations (2) des caisses départe-

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1871, p. 123.

(2) Cependant la loi du 5 juin 1850 (art. 37) à laquelle le légis-

mentales qu'il ne demandait cependant qu'à favoriser. Les caisses départementales en supportent aujourd'hui les conséquences ; aucune disposition spéciale de la loi ne les ayant exemptées de l'impôt, les caisses départementales sont aujourd'hui passibles de la taxe d'enregistrement sur le montant de leurs collectes (Instr. adm. enreg., n° 2643, 5° *Journ. Enreg.*, n° 21.284 ; Cass. req., 11 fév. 1880 ; S., 1880, 1, 113) (1).

Sans doute la pratique des caisses départementales n'est pas la même que celle des compagnies à primes fixes ou des sociétés d'assurances mutuelles : la quittance remise aux adhérents ne fait mention d'aucun impôt qui vienne augmenter la cotisation. Il n'en est pas moins évident que la taxe d'enregistrement directement payée par la caisse doit, soit augmenter d'autant le montant des collectes demandées aux adhérents pour les garantir de leurs risques, soit dimi-

lateur aurait dû se reporter mentionne bien les caisses départementales comme « ayant pour objet d'indemniser ou de secourir les assurés au moyen de collectes. »

(1) On ne saurait soutenir, dit l'arrêt, que les contrats souscrits sous formes de quittances délivrées aux assurés lors des quêtes doivent profiter de l'exemption accordée par l'article 70, paragraphe 3, n°s 5 et 7 de la loi du 22 frimaire an VII aux quittances ou contributions payées aux administrations publiques, ni de celle qui est acquise d'après l'article 70, paragraphe 3, n° 2, de la loi aux actes d'administration publique proprement dits, ces actes n'en ayant pas le caractère.

nuer d'autant la garantie qui, s'il y avait exemption d'impôt, leur serait donnée à prix égal ; et ainsi, bien que restant inconnue de l'adhérent, la taxe n'en est pas moins à sa charge.

★★

La taxe se calcule donc sur l'ensemble des primes, cotisations, contributions ou collectes, mais il n'y a pas lieu d'appliquer ici, la loi étant muette sur ce point, la règle posée par l'article 2 de la loi du 27 ventôse an IX qui veut que pour les droits proportionnels d'enregistrement on suive les sommes de vingt francs en vingt francs inclusivement et sans fractions, c'est-à-dire que le calcul ait toujours lieu sur le multiple de 20 égal ou immédiatement supérieur à la valeur imposable (Sol. adm. enreg., 7 nov. 1871 ; Instr. adm. enreg., n° 2.425, parag. 2). Apparemment si le législateur ne s'est pas expliqué à ce sujet, c'est qu'en raison même de l'assiette de la taxe, l'application de cette règle eût été sans grand intérêt au point de vue de la productivité de l'impôt. Encore moins y avait-il lieu de rappeler la règle du minimum de 25 centimes à percevoir par chaque formalité (loi du 27 ventôse an IX, art. 3) (1).

(1) Dans l'article 6, n° 1 de la loi du 23 août 1871 ces règles se trouvent rappelées pour la perception de la taxe sur les contrats d'assurances maritimes ; ici en effet la taxe est perçue individuellement sur chaque contrat.

Il est, par contre, une question importante et difficile à résoudre : que faut-il entendre par prime, cotisation ou contribution ? En d'autres termes, quelles sont celles des sommes stipulées au contrat indépendamment du prix principal qualifié prime qui ont également les caractères de la prime et qui, devant être considérées comme des accessoires de la prime, doivent comme la prime elle-même être passibles de la taxe ?

La loi de 1871 à peine votée les représentants des compagnies d'assurance opposèrent un argument de texte aux prétentions naissantes du fisc de donner à la loi son maximum d'extension ; suivant leur opinion, la prime seule, c'est-à-dire la somme ainsi qualifiée au contrat, devait être passible de l'impôt. Ils faisaient valoir la différence de rédaction des n^{os} 1 et 2 de l'article 6 de la loi. Le législateur n'ayant pas reproduit dans le n^o 2 les mots « accessoires de la prime », c'est seulement, prétendaient-ils, en matière d'assurances maritimes visées par le n^o 1 qu'il y avait lieu d'en tenir compte pour déterminer l'assiette de l'impôt. Cet argument n'était nullement péremptoire. En effet, les accessoires de la prime en matière d'assurances maritimes ne sont pas autre chose que des surprimes ; or, en assurance-incendie la perception du droit d'enregistrement sur les surprimes ne

saurait être et n'a jamais été contestée. La question restait donc entière.

Une solution de l'enregistrement en date du 17 septembre 1872 a posé en règle générale que *la taxe doit être perçue sur toutes les sommes qui, sous quelque dénomination que ce soit, prime, accessoire de prime, contribution, cotisation, frais de perception, etc., profitent aux compagnies* (D. P., 1873, 5, 190).

La cour de cassation a consacré cette façon de voir: la prime, n'étant autre chose que prix ou coût de l'assurance, comprend toutes les sommes payées par l'assuré en échange de la garantie qui lui est donnée sans aucune distinction entre les portions de ces sommes représentant plus spécialement les risques assurés par les compagnies d'assurances et la portion des mêmes sommes destinées à indemniser la compagnie de ses frais d'administration (Cass., 29 déc. 1875, D. P., 1876, 1, 110).

Cette solution est la seule solution juridique : la somme payée par l'assuré à la compagnie forme évidemment un tout en quelque sorte indivisible et l'on n'a pas à se préoccuper de la destination que la compagnie peut donner aux différentes parties qui composent ce tout. Elle est, en outre, la seule solution qui puisse assurer le rendement normal de l'impôt. En effet, si l'on admettait la solution contraire, il serait facile aux assureurs de dégrever eux-mêmes

leurs assurés en réduisant les sommes qu'ils continueraient de qualifier de « prime » dans la proportion où ils augmenteraient les sommes accessoires soi-disant destinées à les indemniser de leurs frais généraux.

Cependant, les solutions de l'administration et de la cour de cassation, quelque formelles qu'elles soient, ne sont pas admises rigoureusement.

Nous allons donc passer en revue un certain nombre de cas particuliers qui constituent, soit des applications de la règle générale que nous venons d'exposer, soit des exceptions à cette règle.

En se basant sur les décisions administratives et judiciaires intervenues (l'énumération ne saurait donc avoir un caractère limitatif), il faut considérer comme accessoires de la prime, passibles par cela même de la taxe d'enregistrement :

1° Le droit fixe de 0.50, 0.30, ou 0.25 (1) que les compagnies ou sociétés perçoivent annuellement sur chaque police sous le nom de « frais de répertoire et d'encaissement » pour frais de recouvrement des primes et de perception des impôts (Instr. adm. enreg. 1545, paragr. 5 ; Cass., 29 déc. 1875, S., 1876, I, 325);

(1) Les frais de répertoire sont ordinairement de 0,25 et de 0,30 dans les sociétés d'assurance mutuelle.

2° La bonification réalisée par les assureurs quand ils exigent à titre de remboursement des droits de timbre et d'enregistrement des sommes supérieures au chiffre réel de ces impôts (Seine, 7 mars 1874, D. P., 1875, 3, 6 et, sur pourvoi, Cass. civ., 29 déc. 1875 précité ; Instr. adm. enreg., 2542, paragr. 5, *Journ. Enreg.*, n° 19,922).

Cette solution est parfaitement justifiée car s'il est vrai que les droits d'enregistrement et de timbre incombent aux assurés et que les compagnies sont simplement tenues d'en faire l'avance au Trésor, il n'en est pas moins évident que, si les compagnies perçoivent plus qu'elles ne versent au Trésor, ce surplus ne représente pas un impôt qu'elles récupèrent, mais bien une prime supplémentaire dont elles retirent un bénéfice et qui par conséquent est imposable.

Nous noterons toutefois au point de vue pratique que si nous exceptons l'hypothèse d'une majoration qui, comme dans l'espèce soumise au tribunal de la Seine, serait constante (La C^{ie} X... percevait comme droit de timbre 0.04 pour 1000 au lieu de 0.03), la bonification que peuvent réaliser les assureurs dans le recouvrement des impôts d'enregistrement et de timbre en forçant les centimes à leur profit échappe au contrôle du fisc, à l'exception des compagnies où il serait ouvert un compte spécial constatant l'encaissement exact du droit d'enregistrement et de timbre;

3° La taxe de 0.006 pour mille sur les capitaux assurés (1) (6 francs par million) mise à la charge des compagnies ou sociétés d'assurances par la loi du 13 avril 1898, lorsque ces compagnies ou sociétés en imposent le paiement à leurs assurés (Sol. adm. Enreg., n° 26.327 ; Seine, 6 juin 1902, S., 1903, 2, 23 ; Cass., 16 mai 1904, *Journ. Enreg.*, n° 26.716).

Aux termes de ces décisions, cette taxe étant due personnellement par les compagnies ou sociétés d'assurances comme prix des services que leur rendent les compagnies de sapeurs pompiers ne saurait être assimilée aux droits d'enregistrement et de timbre qui incombent aux assurés et dont les compagnies sont simplement tenues de faire l'avance. En rejetant la taxe spéciale sur leurs assurés, les compagnies leur réclament pour les garantir de leurs risques un supplément de prime représentant une part de leurs frais généraux. On ne saurait donc soutenir qu'il y ait ici violation du principe d'après lequel on ne peut asseoir un impôt sur un impôt. Si l'assuré supporte la taxe, ce n'est pas en vertu d'une disposition légale, mais en vertu d'une clause de style insérée dans le contrat, aux termes de laquelle il s'oblige à payer pour se garantir de ses risques, en sus de la prime

(1) Sur cette taxe, voir *infra*, p. 132.

proprement dite, la dette personnelle de l'assureur. L'impôt ainsi envisagé devient de la prime.

De plus, il n'y a pas lieu de distinguer entre les sociétés mutuelles et les compagnies d'assurances à primes fixes, la société mutuelle propriétaire d'un fonds de réserve ayant ses ressources propres pour acquitter cet impôt ;

4° Les frais de gestion que certaines compagnies d'assurances mutuelles font payer à leurs assurés en sus de leurs cotisations (Rouen, 3 janv. 1876, Garnier, *Rep. pér.*, n° 4.404);

5° Les sommes payées aux compagnies ou sociétés pour honoraires des frais d'estimation des biens assurés (Rouen, 25 août 1881 ; Garnier, *Rep. Pér.*, n° 5.869);

6° Les sommes payées à la compagnie par les assurés pour honoraires de revision de leurs polices (Rouen, 30 juillet 1885 ; *Journal Enreg.*; n° 22.526);

7° Les commissions ou traitement des agents lorsqu'ils sont encaissés par la société à charge pour elle de les répartir entre les ayants droits (Rouen, 9 mars 1876, *Journ. Enreg.*, n° 20.039). Il a été jugé dans l'espèce soumise au tribunal de Rouen que si les mandats présentés chaque année aux sociétaires représentent le montant net de la cotisation et les honoraires proportionnels des agents chargés de la

recevoir et si le chiffre intégral figure dans les registres, la taxe est due sur l'ensemble alors même que la société ne retirerait aucun bénéfice de la part afférente aux commissions ; en effet, ces honoraires qui rentrent dans les frais de gestion sont une partie du coût ou prix de l'assurance, c'est-à-dire de la prime ou de la cotisation ;

8° Les commissions payées aux agents de certaines sociétés par leurs assurés lorsque ceux-ci usent de la faculté accordée par dérogation aux statuts, de se libérer ailleurs qu'au siège de la société si ces commissions figurent dans les écritures sociales (*Diction. Enreg.*, v° *Assurances*, n° 185) ;

9° La bonification que certaines compagnies font aux assurés qui viennent se libérer directement au siège social (*Journ. Enreg.*, n° 20.039). Cette bonification rentrant dans les frais généraux il n'y a pas lieu de la déduire du montant de la cotisation pour calculer l'assiette de l'impôt.

Nous ajouterons qu'en matière d'assurance mutuelle il n'y a pas de distinction à faire entre les contributions destinées à la réparation des sinistres et les cotisations destinées à subvenir aux frais d'administration (Rouen, 30 juillet 1885., *Journ. Enreg.*, n° 22.526). Quant aux contributions versées d'avance au commencement de l'exercice social (fonds de pré-

voyance (1), dans le but de prévenir tout retard dans le paiement des sinistres, elles sont passibles en entier de la taxe d'enregistrement sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les sommes employées ultérieurement au paiement des sinistres et celles versées au fonds de réserve (2), les versements effectués au fonds de prévoyance représentant *ab initio* le prix du risque (Sol. adm. enreg., 15 juin 1878 ; Sol. adm. enreg., 16 juillet 1878).

Disons toutefois en ce qui concerne le fonds de prévoyance que, lorsqu'il est constitué non pas par des versements annuels, mais par des versements faits une fois pour toutes par chaque sociétaire admis dans la société et que celle-ci s'engage à le lui rendre,

(1) La constitution d'un fonds de prévoyance dans les sociétés mutuelles a été prévue par l'article 29, paragraphe 3, du décret du 22 janvier 1868.

(2) La constitution d'un fonds de réserve a été autorisé par l'article 32 du décret de 1868. La question suivante s'est posée à propos de ce fonds de réserve : si le montant des cotisations est prélevé sur le fonds de réserve, et que par conséquent les assurés n'aient pas à les déboursier, l'impôt sera-t-il exigible ? La cour de cassation (S., 1879, 1, 734) a répondu affirmativement mais en se basant sur une considération de fait qui ne saurait avoir aujourd'hui le même poids ; le fonds de réserve était en majeure partie constitué par des cotisations qui perçues avant 1871 n'avaient supporté aucun impôt. Cette situation n'existant plus, nous pensons donc avec l'administration qu'une solution contraire s'impose à l'heure actuelle ; on ne peut percevoir deux fois le même impôt sur les mêmes primes (Sol. adm. enreg., 17 avril 1885).

s'il y a lieu, à l'expiration du contrat, l'administration considère ces versements comme étant de simples dépôts exempts de la taxe d'enregistrement (*Dict. Enreg.*, v^o *Assurances*, n^o 186).

Au contraire, on ne doit pas considérer comme accessoires de la prime et on doit négliger pour la liquidation de la taxe annuelle ;

1^o Les sommes payées au moment de la rédaction du contrat pour coût de la police et en cas de modification de l'assurance pour coût d'avenant. En effet, ces sommes sont totalement différentes de la prime. « Elles représentent seulement les frais de passation du contrat n'ayant rien de commun avec le prix de garantie de l'assurance » (*Instr. adm. enreg.*, 2425, parag. 2);

2^o La somme payée contre remise de la plaque à apposer sur les bâtiments assurés (*Instr. adm. enreg.*, 2.542, parag. 5);

3^o Les sommes perçues annuellement par les compagnies à titre de remboursement des droits de timbre et d'enregistrement lorsque ces sommes ne dépassent pas celles réellement dues au Trésor (*Instr. adm. enreg.*, 2.425, n^o 2).

Le motif de cette déduction est que les taxes de timbre et d'enregistrement, au contraire de la taxe spéciale sur les capitaux assurés, frappent directement le contrat d'assurance dont les frais incombent per-

sonnellement à l'assuré (Loi du 22 frimaire, an VII, art. 31). Celui-ci lorsqu'il paye ces taxes ne faisant que se libérer de sa propre dette, les sommes versées par lui à ce titre n'ont pas le caractère de prime. Ces droits devraient donc être déduits des primes pour déterminer la taxe d'enregistrement s'ils étaient payés personnellement par la compagnie qui les passerait en frais généraux (Sol. adm. enreg., 24 déc. 1900 (1) ; Seine, 6 juin 1902, Sirez, 1903, 2, 23),

4° La taxe de 0,012 pour mille (12 francs par million) que les sociétés d'assurances mutuelles peuvent récupérer sur leurs assurés (Loi du 30 janvier 1907, art. 6). La taxe d'enregistrement ne peut être appliquée à cet impôt puisque la loi reconnaît expressément que la nouvelle taxe est à la charge des sociétaires ;

5° Les sommes payées aux agents de certaines sociétés par les assurés qui usent de la faculté accordée par dérogation aux statuts de se libérer ailleurs qu'au siège de la société si ces commissions ne figurent pas dans les écritures sociales (Sol., 17 sept. 1872 ; *Dicton. Enregis.*, v° *Assurances*, n° 185). L'administration admet en ce cas la déduction en considé-

(1) Voir même Sol. adm. enreg. décision en sens contraire pour la taxe spéciale qui ne saurait en ce cas être déduite de l'encaissement brut pour déterminer la taxe d'enregistrement.

rant ces commissions comme la rémunération d'un service personnel rendu aux sociétaires par les agents ;

6° Les sommes payées directement aux agents reviseurs par les assurés si ces honoraires ne figurent pas dans les écritures sociales (Sol. adm. en-reg., 18 sept. 1872) ;

7° Les sommes payées aux assureurs à titre d'indemnité pour résiliation anticipée des contrats ; en effet, cette indemnité n'a pas le caractère de prime ; elle joue simplement le rôle d'une clause pénale (Art. 1226 du code civil). (Maguéro, *Traité alphabétique des droits d'enregistrement*, v° *Assurances*, n°s 94 et 95).

Après avoir exposé toutes ces solutions, il est difficile de dégager l'idée générale qui les inspire. On peut dire toutefois que l'administration et la jurisprudence ayant posé en règle générale l'exigibilité de la taxe sur toutes les sommes qui figurent au contrat, ne se sont départies de cette règle que lorsqu'elles ont été *certaines* que les sommes dont il s'agissait ne seraient pas une source de bénéfices pour l'assureur. De là des anomalies : les commissions payées directement aux agents par les assurés sont exemptées de la taxe si elles ne figurent pas dans les écritures sociales, mais si elles y figurent, elles deviennent passibles de la taxe. Il en est de

même des honoraires de revision des contrats. Certaines de ces solutions sont donc choquantes. Par contre, il faut reconnaître qu'en ce qui concerne le droit d'enregistrement sur les impôts qui au point de vue pécuniaire présente le plus d'intérêt, la question a été résolue d'une façon juridique et rationnelle.

★★

A la règle générale posée dans l'article 6 de la loi du 23 août 1871 que la taxe doit être calculée sur l'intégralité des primes, cotisations et contributions *constatées* dans les écritures des compagnies ou sociétés, le décret du 25 novembre 1871 a apporté certaines restrictions. Il est à remarquer ici que, contrairement à ce que nous avons dit lorsqu'il s'est agi de déterminer les sommes présentant ou non le caractère d'accessoires de la prime, l'énumération des déductions autorisées par le décret de 1871 est strictement limitative, ces déductions se référant toutes à des primes proprement dites et qualifiées telles.

Sont déduites pour le calcul de la taxe, dit l'article 5 du décret :

1° Les primes, cotisations ou contributions relatives à des immeubles ou objets mobiliers situés à l'étranger. Nous retiendrons seulement pour l'instant que les contrats garantissant des risques situés à l'étranger ne sont pas assujettis à la taxe annuelle;

nous verrons plus loin dans quelles conditions ils ont à acquitter l'impôt ;

2° Les primes perçues pour réassurance à moins que l'assurance primitive souscrite à l'étranger n'ait pas été soumise à la taxe. Il importe de définir ici le contrat de réassurance ; c'est un contrat par lequel l'assureur primitif se décharge sur un nouvel assureur de tout ou partie des risques qu'il a garantis.

En principe donc les primes afférentes aux risques réassurés ne sont pas passibles de la taxe. Il en résulte que les compagnies qui pratiquent en France à la fois l'assurance directe et la réassurance doivent opérer sur l'intégralité des primes figurant dans leurs écritures la déduction des primes afférentes aux risques qu'elles réassurent, exception faite toutefois des primes afférentes à des risques situés à l'étranger et assurés en outre directement par des polices souscrites à l'étranger. Les compagnies de réassurance ne doivent de même acquitter la taxe que pour les risques situés à l'étranger et assurés directement par des polices souscrites à l'étranger. Cette double condition est exigible à notre avis pour que les primes perçues pour réassurances deviennent passibles de la taxe ; on ne saurait, en effet, refuser aux compagnies réassurantes le bénéfice de l'exemption accordée aux assureurs directs pour tout con-

trat d'assurance passé en France garantissant des risques situés à l'étranger (1).

Quant aux compagnies qui pratiquent uniquement l'assurance directe en réassurant une partie de leurs risques ce n'est évidemment pas à elles qu'il appartient de faire la déduction des primes cédées, les compagnies réassurantes n'étant précisément exemptées de la taxe que parce que les assureurs directs ont eu primitivement à l'acquitter.

La solution du décret est une solution d'équité, une application de la maxime « *non bis in idem* » : le législateur n'a pas voulu percevoir deux fois la taxe pour l'assurance des mêmes risques. Est-ce toutefois une solution juridique ? La question peut être discutée.

Toute opération de réassurance constitue un contrat distinct du contrat intervenu entre l'assureur primitif et l'assuré (2) ; n'aurait-elle pas dû, semble-t-il, être à ce titre assujettie à la taxe d'enregistrement

(1) Voir en ce sens Fuzier-Herman, *Répertoire alphabétique du droit public*, t. V, p. 773, n° 711, et au surplus le texte du décret lui-même : « Sont déduits pour le calcul de la taxe..... 2° les primes perçus pour réassurances à moins que l'assurance primitive souscrite à l'étranger n'ait pas été soumise à la taxe. »

(2) Cass., 25 janvier 1853, *Journ. Palais*, 1854, 1, 328. Cf. de plus comme argument à l'appui l'article 342 du code civil. « La prime de réassurance peut être moindre ou plus forte que celle de l'assurance. »

qui est restée un droit sur le contrat ? (1). Nous ne saurions accepter cette façon de voir, car si les prémisses de ce raisonnement sont justes, la conclusion qu'on en veut tirer ne s'impose pas. Rien ne prouve que le législateur de 1871, en exemptant de la taxe d'enregistrement annuelle les primes perçues pour réassurance, ait entendu par cela même soustraire le contrat de réassurance, contrat distinct du contrat d'assurance direct, à la législation de droit commun ; ce serait là une solution à la fois équitable et juridique (2) ;

3° Les primes, cotisations ou contributions que

(1) Voir ci-dessus p. 37.

(2) L'administration admettrait, d'après Fuzier-Herman (*op. cit.*, *Assurances*, n° 833), que le contrat de réassurance-incendie doit être enregistré gratis dans les cas où la formalité est imposée par la loi du 22 frimaire. Il n'a malheureusement pas été fait application de cette solution libérale prêtée à l'administration, la question ne s'étant pas présentée dans la pratique. Nous maintiendrons donc notre opinion. Le contrat de réassurance se présente le plus généralement sous la forme d'un traité passé entre deux compagnies aux termes duquel la compagnie réassurante s'engage à reprendre tous les risques réassurés dans une proportion déterminée ; de ce traité il résulte par la suite un échange de bordereaux. Pour nous, si le contrat de réassurance lui-même était présenté à la formalité, le droit d'enregistrement de 1 0/0 serait perçu d'après une déclaration estimative des parties (loi du 22 frimaire, art. 16), le chiffre des primes à payer étant indéterminé ; et si les bordereaux étaient présentés à la formalité en même temps que le contrat de réassurance, ils seraient passibles d'un simple droit fixe en tant qu'actes de complément (art. 68, paragraphe 1, n° 6 de la loi du 22 frimaire).

les sociétés, compagnies ou assureurs justifieraient n'avoir pas recouvrées par suite de la résiliation ou de l'annulation des contrats.

Cette dernière déduction s'imposait ; si le législateurs de 1871 a basé l'assiette de l'impôt sur l'ensemble des primes constatées, cela tient au système de comptabilité des compagnies d'assurances, système qui consiste à décrire dans les écritures commerciales non les primes perçues mais les primes à percevoir. Il fallait bien en conséquence admettre la déduction des primes annulées à défaut de paiement, quoique portées par avance à l'actif, ces primes représentant des non-valeurs.

Le principe de la déduction elle-même ne prête donc pas à discussion ; par contre, l'interprétation du texte du décret de 1871 qui l'édicte a donné lieu dans la pratique à la controverse suivante : Peut-on dans la déduction à opérer lors de la liquidation générale d'un exercice, tenir compte de toutes les primes annulées, qu'elles soient échues ou non au cours de cet exercice, ou faut-il au contraire limiter la déduction aux seules primes venues à échéance au cours du dit exercice ?

L'administration estima jusqu'en 1886 qu'il n'y avait pas de distinction à faire, mais à cette date un revirement se produisit. L'administration décida alors que les déductions à opérer en vertu de l'article

5 du décret ne pouvaient être faites, quelles qu'elles soient, que dans les conditions prescrites par les articles 7 et 8 du même décret (Sol. adm. enreg., 19 mai 1886 ; 6 mai 1887 ; 6 août 1887 ; 10 avril 1888).

Les primes non recouvrées devaient en conséquence être portées en déduction, de même que les primes perçues pour réassurance ou pour risques situés à l'étranger avant la liquidation générale de l'exercice pendant lequel elles étaient venues à échéance.

Nous remarquerons d'abord que rien ne prouve et qu'il n'est formulé par aucun texte que, si les assureurs omettent lors de la liquidation générale d'un exercice de déduire les primes afférentes à des réassurances ou à des assurances de risques situés à l'étranger, ils n'aient pas la faculté d'en opérer la déduction l'année suivante. On serait donc fondé à dire que l'argument de l'administration pour vouloir trop prouver ne prouvait rien.

Nous admettrons toutefois que la déduction des primes perçues pour réassurance ou pour l'assurance de risques situés à l'étranger doit être faite avant la liquidation générale de l'exercice pendant lequel elles sont échues ; il n'en reste pas moins que la situation est toute différente suivant qu'il s'agit de

primes annulées ou de primes perçues dans les hypothèses précédentes.

Ainsi qu'on l'a fait observer, « l'assureur est en faute ou tout au moins négligent s'il ne réclame point la déduction des primes perçues pour réassurances ou assurances de biens à l'étranger.

« On comprend donc jusqu'à un certain point qu'il ait à supporter les conséquences de sa négligence. Il n'en est certes pas ainsi en ce qui concerne les primes afférentes aux contrats résiliés ou annulés. L'assureur, dans ce cas, ne peut pas prévoir les annulations ou résiliations futures ; il ne peut donc en tenir compte que dans les exercices où elles se sont produites » (1).

Indépendamment d'un argument de texte qui, comme nous venons de le voir, ne prouvait rien, l'administration de l'enregistrement faisait valoir à l'appui de ses décisions que la taxe étant un droit d'enregistrement, la liquidation générale à la fin de chaque exercice constituait une prescription régulière dans le sens de l'article 60 de la loi du 22 frimaire, qu'en conséquence la taxe ne saurait être restituée sur des primes annulées postérieurement, le droit devant être considéré comme régulièrement

(1) Martial Bosvieux, *Les assurances terrestres et le droit fiscal*, thèse, Paris, 1902, p. 40.

perçu puisque l'évènement ultérieur, le résiliement des contrats, n'était pas prévu par la loi. L'administration ajoutait qu'avant 1871 il suffisait qu'une police eut été régulièrement enregistrée pour que le droit fut à l'abri de toute restitution alors même que le contrat n'aurait été suivi d'aucun effet et que les primes n'en auraient pas été payées (1) ; qu'en conséquence le décret de 1871 ne pouvait avoir porté atteinte aux principes généraux, hormis la disposition de faveur qu'il édicte et que partant il faut interpréter de la façon la plus restrictive.

Les tribunaux auraient admis la solution de l'administration (Mâcon, 13 août 1890, *Journ. enreg.*, 23.631 ; Seine, 20 novembre 1891, *Journ. enreg.*, 23.741 ; Rouen, 1 sept. 1894, *Journ. enreg.*, 24.501). Ils s'appuyaient comme l'administration sur l'article 60 de la loi de frimaire.

Appelée à se prononcer en 1894, la cour de cassation a condamné cette doctrine dans un arrêt qui est, selon nous, conforme à la bonne interprétation des textes : il n'y a pas lieu de faire une distinction que le décret lui-même n'a pas faite (Cass. civ., 18 déc. 1894, D. P. 95, 1, 209). En vertu de cet arrêt l'interprétation restrictive de l'article 5 du décret de 1871 ne saurait donc être admise et ce serait à tort qu'au-

(1) Cass., 4 avril 1864, S., 1864, 1, 189.

jourd'hui l'administration se refuserait à admettre la déduction des sommes tombées en non-valeur n'appartenant pas à l'exercice dont s'opère la liquidation générale. De fait, la pratique de l'administration est conforme à l'heure actuelle à la décision de la cour suprême.

Nous ajouterons que la théorie antérieure de l'administration était non seulement très rigoureuse mais encore de nature à porter atteinte aux intérêts du Trésor. Les compagnies d'assurances arrivent avec le temps à recouvrer nombre de primes qui ne sont pas payées à l'échéance. C'est autant de matière imposable qu'elles donnent au fisc. Or, ce résultat ne serait plus atteint du jour où les compagnies seraient exposées à supporter personnellement la taxe en cas d'annulation tardive, car plutôt que de chercher à encaisser leurs primes arriérées elles porteraient immédiatement en déduction les primes impayées à l'échéance.

L'énumération des déductions autorisées par le décret de 1871 ayant, comme nous l'avons dit, un caractère imitatif, aucune autre déduction de prime ne saurait être admise (1). Il a été jugé notamment que

(1) Certaines compagnies faisant figurer à tort dans leurs écritures sous le nom de primes les encaissements bruts, on doit déduire les impôts perçus en tant qu'ils n'excèdent pas le taux légal pour avoir l'assiette de l'impôt. Mais il ne s'agit là que d'une

l'administration est fondée à invoquer la perception régulière dans le sens de l'article 60 de la loi de frimaire en cas de restitution de primes perçues à tort par une compagnie (Rouen, 30 juillet 1885, Garnier, *Rép. pér.*, n° 6.612), de même que dans le cas de détournement de primes par des agents (Seine, 20 février 1875, *Journ. enreg.*, n° 20.739). Dans ces deux hypothèses, les compagnies ne sauraient s'appuyer sur le n° 3 de l'article 5 du décret de 1871 qui permet la déduction des primes annulées ; il s'agit en effet ici de primes encaissées. La solution donnée dans ces espèces est au reste une solution d'équité. Bien que payant ici l'impôt sur des primes qui ne leur profitent pas, les compagnies ne font que supporter les conséquences de leur propre faute, soit erreur, soit négligence. Ainsi qu'on l'a fort bien dit : « La compagnie ne peut qu'être déclarée responsable du fait des mandataires infidèles qu'elle s'est substitués dans l'accomplissement de l'obligation que la loi lui imposait. »

Il est cependant encore une déduction que l'article 8 de la loi du 23 août 1871 paraît devoir autoriser : celle des primes relatives à des risques situés en France assurés par des contrats passés à l'étranger

simple rectification d'écriture et non d'une déduction de prime. (Inst. gén., n° 2425-2°, Sol., 4 décembre 1876).

« Les contrats d'assurances passés à l'étranger pour des immeubles situés en France ou pour des objets ou valeurs appartenant à des français doivent être enregistrés avant toute publicité ou usage en France, à peine d'un droit en sus qui ne peut être inférieur à 50 francs. Le droit est fixé ainsi qu'il suit, etc. » Nous verrons plus loin que cette déduction n'est pas admise. L'administration de l'enregistrement a toujours refusé le bénéfice de ce texte aux compagnies d'assurances françaises ainsi qu'aux compagnies d'assurances étrangères ayant une succursale en France ; elle en a restreint l'application aux contrats d'assurance passés à l'étranger avec des compagnies ou sociétés n'ayant pas de succursales en France. Il n'y a donc pas lieu ici d'en tenir compte.

En résumé, les seules déductions autorisées sont celles visées sous les n^{os} 1, 2 et 3 du décret du 25 novembre 1871.

**SECTION II. — Recouvrement et paiement de la taxe.
Enregistrement des contrats.**

« La taxe d'enregistrement, dit l'article 7 de la loi du 23 août 1871, sera perçue pour le compte du Trésor par les compagnies, sociétés et nous autres assureurs, courtiers et notaires qui auraient rédigé les contrats. »

Il ressort de la discussion de la loi que le législa-

teur n'a eu en vue, en mentionnant les notaires et les courtiers, que le contrat d'assurance maritime frappé lui aussi d'une taxe d'abonnement obligatoire par l'article 6 de la loi^e; cette disposition ne s'applique pas au contrat d'assurance-incendie qui est un acte sous seing privé passé par l'intermédiaire de courtiers dont l'industrie n'est pas réglementée.

La loi de 1871 a donc chargé les compagnies ou sociétés d'assurances contre l'incendie de la perception de la taxe. Cette disposition a-t-elle pour effet de rendre les assureurs débiteurs définitifs de l'impôt? Constitue-t-elle une dérogation au principe de l'article 31 de la loi de frimaire qui veut que le droit d'enregistrement des actes civils emportant obligation soit supporté par le débiteur, c'est-à-dire en l'espèce par l'assuré seul tenu d'une obligation certaine, à savoir le paiement des primes, dès la souscription du contrat ?

Le texte suffisamment clair de l'article 7 de la loi permet de répondre négativement. « La taxe fixée par l'article précédent sera perçue, *pour le compte du Trésor, par les compagnies, sociétés* et tous autres assureurs, courtiers ou notaires qui auraient rédigé les contrats. Les répertoires et livres dont la tenue est prescrite par les articles 35, 44, 45 et 47 de la loi du 5 juin 1850, feront mention expresse, pour chaque contrat, du montant des primes ou cotisations

exigibles, *ainsi que de la taxe payée par les assurés* en exécution de l'article 6 de la présente loi ». Au surplus l'article 6 qui fixe la quotité du droit exigible dispose formellement : « La taxe sera perçue d'après les mêmes bases sur les contrats en cours mais seulement pour le temps restant à courir et *sauf recours par les assureurs contre les assurés* ». Les compagnies ont donc un recours contre les assurés pour se faire rembourser de la taxe qu'elles ont payée (Sol., adm. enreg., 6 sept. 1872 ; Justice de paix de Cordes, 29 avril 1872, Bonneville de Marsangy, *Jurisp. Gén. des assu. terr.*, 3, 162). En ajoutant le montant du droit d'enregistrement au prix des risques, ce n'est pas un supplément de prime qu'elles réclament mais bien le remboursement d'un impôt (1).

Par contre, la loi de 1871 a apporté une dérogation à un autre principe admis en matière de recouvrement d'impôts. En règle générale toutes les personnes qui ont figuré dans un acte sont solidairement responsables du paiement de l'impôt et le recouvrement peut en être poursuivi contre l'une quelconque d'entre elles alors même qu'en raison de la nature de l'acte

(1) Nous mentionnerons ici au point de vue pratique l'arrêt de la cour de Toulouse du 20 mai 1872 (Bonneville de Marsangy, *op. cit.*, 2, 427), aux termes duquel le refus par l'assuré d'acquitter en même temps que la prime la taxe d'enregistrement n'entraîne pas, à défaut de stipulation expresse à cet égard, la déchéance en cas d'incendie.

la loi aurait constitué un débiteur définitif (1). Ici au contraire il n'est pas douteux selon nous que le législateur n'ait entendu, en chargeant les compagnies d'assurances de la perception de la taxe dans le but d'augmenter la productivité de l'impôt, les rendre seules responsables du paiement des droits. Le Trésor ne saurait en conséquence avoir d'action que contre les compagnies elles-mêmes (2).

En ce qui concerne le paiement de l'impôt, les compagnies doivent l'effectuer au bureau de l'enregistrement de leur siège social dans les délais et suivant les formes déterminées par les articles 5, 6, 7, 8 et 10 du décret du 25 novembre 1871.

La taxe se calcule sur les opérations de l'année *courante* et elle payable par quart à des époques différentes suivant qu'il s'agit de compagnies à primes fixes ou de sociétés mutuelles.

Décret du 25 novembre 1871, article 6 « Le paiement de la taxe est effectué pour chaque trimestre, *avant le dixième jour* du troisième mois du trimestre suivant, au bureau de l'enregistrement du siège des sociétés ou compagnies ou du domicile de l'assureur.

« Toutefois pour les sociétés d'assurances mutuelles dans lesquelles le montant des cotisations annuel-

(1) Cf. notamment Cass., req. 14 novembre 1855, D. P., 1856, 1, 28 ; Cass. req., 14 mai 1896, D. P., 1897, 1, 77.

(2) Fuzier-Herman, *R. G.*, t. V, *Assurances*, n° 759.

les est, d'après les statuts, exigible par avance le 1^{er} janvier de chaque année, le paiement de la taxe afférente aux contrats existants à cette époque est effectué par quart et *dans les dix jours* qui suivent l'expiration de chaque trimestre.

Il est à remarquer en ce qui concerne les compagnies d'assurances à primes fixes que c'est par suite d'une erreur de rédaction que le décret du 25 novembre 1871 porte « avant le dixième jour » et non « dans les dix premiers jours » du troisième mois, le délai s'étendant d'ordinaire en matière de taxes périodiques aux dix premiers jours du mois. Cependant comme le texte du décret est formel il doit être exécuté à la lettre ; tout paiement fait à la date du dix entraînerait une amende de cinquante francs (loi du 23 août 1871, art. 10).

La détermination des délais applicables aux versements des sociétés mutuelles soulève de plus nombreuses difficultés. L'article 6, paragraphe 2 du décret ne se réfère qu'aux cotisations exigibles au 1^{er} janvier, c'est-à-dire afférentes aux polices actuellement en cours à cette date ; ce serait donc les dispositions de l'article 6, paragraphe 1, qu'il faudrait appliquer aux cotisations recouvrées pendant la durée de l'exercice au fur et à mesure de la souscription d'affaires nouvelles, et il résulterait de cette application simultanée des paragraphes 1 et 2 aux cotisations des so-

ciétés mutuelles que, chaque trimestre, ces sociétés acquitteraient la taxe à deux époques différentes (1):

1° Dans les *dix premiers jours* des mois d'*avril, juillet, octobre et janvier* pour les cotisations recouvrées à la date du 1^{er} janvier.

2° Dans les *neuf premiers jours* des mois de *juin, septembre, décembre, mars* pour les cotisations perçues après l'ouverture de l'exercice pendant le trimestre précédant le trimestre en cours.

Les sociétés mutuelles en procédant ainsi seraient sans aucun doute dans leur droit. Elles ne le font pas cependant généralement pour ne pas compliquer leurs écritures. La plupart d'entre elles acquittent chaque trimestre, en même temps que le quart de la taxe afférente aux cotisations recouvrées au 1^{er} janvier, la taxe afférente aux polices nouvelles souscrites au cours du trimestre précédent. L'administration n'a pu qu'accepter cette pratique d'où il résulte une rentrée anticipée de l'impôt. Quant à ce qui est des contributions qui seraient perçues en fin d'exercice dans le but de subvenir au paiement des sinistres, elles ne sauraient bénéficier de la disposition de l'article 6, paragraphe 2, qui permet aux sociétés mutuelles d'acquitter par quart la taxe afférente aux cotisations (Req., 14 février 1876, D. P., 1876, 1, 274) (Instr.

(1) *Dict. enreg.*, v° *Assurances*, n° 189.

adm. enreg., 2546, paragraphe 5). L'application de cette règle aux contributions conduirait en effet à retarder d'un exercice le paiement des droits ; or la liquidation d'un exercice doit être faite au plus tard au 31 mai de l'année suivante (décret du 25 novembre 1871, article 7).

Le paiement de la taxe s'effectue donc par trimestre ; à l'appui des versements qu'ils ont à faire, les assureurs doivent remettre au receveur de l'enregistrement (décret de 1871, article 8) « un état certifié conforme à leurs écritures commerciales (1) et indiquant :

« 1° Le montant des primes, cotisations ou contributions échues pendant le trimestre et provenant des exercices antérieurs ;

« 2° Le montant des mêmes primes, cotisations et contributions provenant de souscriptions nouvelles ;

« 3° Les déductions à opérer en exécution de l'article 5 ; il est ouvert une colonne spéciale à chaque nature de déduction ;

« 4° Le montant net des primes, cotisations ou contributions assujetties à la taxe. »

Telle est la loi, mais la pratique est souvent plus simple ; certaines compagnies se bornent (et c'est là une façon de faire admise par l'administration) à

(1) Inst. adm. enreg., 2425, 2.

indiquer sur un état certifié conforme à leurs écritures le montant des primes échues au cours du trimestre précédent dont elles déduisent à forfait un tant pour cent fixe en prévision des résiliements.

A la suite des paiements trimestriels a lieu chaque année une liquidation générale de la taxe. Décret de 1871, article 7 : « Chaque année après la clôture des écritures relatives à l'exercice précédente et au plus tard le 31 mai, il est procédé pour toutes les compagnies, sociétés, ou assureurs à une liquidation générale de la taxe due pour l'exercice entier. Si de cette liquidation il résulte un complément de taxe au profit du trésor il est immédiatement acquitté. Dans le cas contraire l'excédent versé est imputé sur l'exercice suivant. »

Pour opérer cette liquidation générale, les compagnies, sociétés ou assureurs doivent remettre au receveur de l'enregistrement un relevé récapitulatif de la totalité des opérations de l'année précédente. C'est au vu de ce relevé que le receveur calcule l'impôt dû pour l'exercice entier.

La liquidation générale a pour objet d'établir la balance de l'impôt ; c'est elle qui constitue la perception régulière dans le sens de l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII et est en conséquence le point de départ de la prescription, les versements trimestriels n'étant que de simples acomptes.



En règle générale, les droits d'enregistrement ne sont perçus sur les actes sous seing privé autres que les baux et transmissions immobilières que dans les cas où la formalité de l'enregistrement est rendue obligatoire et qui sont l'usage des actes soit dans un acte public, soit en justice, soit devant toute autorité constituée (loi du 22 frimaire an VII, article 23), ou lorsque la formalité de l'enregistrement est volontai-

Cette dernière hypothèse mise à part et où il va sans dire que l'enregistrement serait gratis, la formalité de l'enregistrement est-elle restée obligatoire pour le contrat d'assurance-incendie dans les cas visés par l'article 23 de la loi de frimaire bien qu'il ne puisse y avoir de droit à payer la taxe d'abonnement en tenant lieu.

La réponse, à notre avis, n'est pas douteuse : en aucun cas la formalité de l'enregistrement n'est obligatoire et pas plus les officiers publics que les parties en ne faisant pas enregistrer les contrats n'encourent de pénalité.

En ce qui concerne les parties, il est plus qu'évident que le législateur de 1871, en édictant dans l'article 6 de la loi que la formalité de l'enregistrement serait donnée gratis toutes les fois qu'elle serait re-

quise, a entendu déroger au principe posé par l'article 23 de la loi de frimaire et rendre pour elles l'enregistrement facultatif. La question, au reste, n'est pas discutée. On peut faire usage en justice ou devant une autorité constituée d'un contrat d'assurance contre l'incendie sans le faire préalablement enregistrer. Les compagnies d'assurances peuvent ainsi, au point de vue pratique, intenter sans aucun retard des poursuites en paiement de primes.

La formalité de l'enregistrement ne s'impose pas davantage s'il est fait usage des contrats par acte public. L'instruction de l'enregistrement n° 2.456, paragraphe 7, dispose formellement qu'il n'y a pas lieu d'appliquer aux actes publics passés en vertu de polices ou contrats d'assurance soumis à la taxe obligatoire, les prescriptions et les pénalités établies par l'article 42 de la loi du 22 frimaire. Au reste la pratique elle-même en témoigne ; les huissiers rédigent journellement des exploits en vertu de polices qu'ils ne font pas enregistrer. Nous dirons toutefois pour être complet que la même instruction ayant prévu le cas où des polices seraient annexées à des actes notariés et prescrit de leur donner la formalité, il arrive que certains officiers publics se croient dans l'obligation de faire enregistrer les contrats. Mais rien n'oblige, puisqu'aussi bien il n'y a plus de sanction,

les officiers publics à annexer les polices aux actes qu'ils sont appelés à faire.

La dispense de la formalité est donc concédée en raison du paiement de la taxe.

Mais il est des avenants c'est-à-dire des actes modifiant le contrat qui ne sont pas assujettis à la taxe. Que faut-il décider à leur sujet ?

L'article 6 de la loi du 23 août 1871 dit formellement que tout contrat d'assurance, ainsi que toute convention postérieure contenant prolongation de l'assurance, augmentation dans la prime ou le capital assuré, désignation d'une somme en risque ou d'une prime à payer, est soumis à la taxe obligatoire; il ne vise par conséquent ni les avenants d'ordre constatant soit un changement de domicile, soit un transfert de propriété, soit une déclaration de co-assurance, ni les avenants de réduction.

L'administration de l'enregistrement a hésité sur la règle à suivre en pareil cas. Elle crut primitivement devoir assimiler ces avenants à ceux spécialement visés par la loi et pouvoir les affranchir soit de toute formalité d'enregistrement, soit du droit d'enregistrement s'ils étaient volontairement présentés à la formalité (Sol., 9 oct. 1872). Et c'est à cette première opinion qu'elle a été forcée de revenir.

On pourrait sans doute invoquer à l'appui de la thèse contraire, soutenue pendant quelque temps par

l'administration, un arrêt de cassation du 4 février 1879 (S., 1879, 1, 179), qui n'a été contredit par aucune décision postérieure de la jurisprudence ; aux termes de cet arrêt, la loi de 1871 n'aurait pas exempté du droit d'enregistrement les avenants autres que ceux qui y sont spécialement mentionnés ; ces avenants resteraient donc soumis en l'absence de toute exception en leur faveur aux dispositions de la loi organique auxquelles la loi de 1871 n'a pu déroger implicitement, quelle qu'ait été l'intention de ses rédacteurs.

L'administration, avec raison, a renoncé à invoquer cet arrêt. En effet la thèse qu'il soutient ne serait plus admissible aujourd'hui. L'article 8 de la loi du 29 décembre 1884 qui traite de la taxe d'abonnement au timbre a comblé la lacune qui existait dans la loi du 5 juin 1850 comme elle existe dans la loi de 1871. Elle constituerait un sérieux argument à l'encontre de la théorie de la cour suprême. De plus, l'intérêt qu'aurait aujourd'hui l'administration à interpréter d'une façon restrictive le texte de la loi de 1871 n'est plus le même qu'en 1879 ; c'est peut-être la raison dominante qui l'a ramenée à accepter une interprétation plus large. Lorsque l'administration soutenait que les avenants non mentionnés dans la loi de 1871 restaient soumis à la loi de frimaire, c'était surtout parce qu'elle soutenait en même temps,

et c'était pour elle la question la plus intéressante au point de vue des recettes, que ces mêmes avenants dont il n'était pas fait mention dans la loi du 5 juin 1850 devaient être rédigés sur papier timbré. C'était là l'intérêt principal du débat ; or cet intérêt n'existe plus.

On peut donc dire qu'à l'heure actuelle la taxe d'enregistrement couvre tous les avenants quels qu'ils soient.

De même, en ce qui concerne les copies de police, une solution de l'enregistrement les a considérées comme exemptes du droit (1) (Sol. adm. enreg., 22 mai 1874, D. P., 1875, 5, 182) (2). La taxe étant un droit d'enregistrement obligatoire dans un délai déterminé, l'administration applique en l'espèce l'article 8 de la loi de frimaire : « Il n'est dû aucun droit d'enregistrement pour les extraits, copies ou expéditions des actes qui doivent être enregistrés sur les minutes ou originaux ». En effet une copie de la po-

(1) Voir *infra*, p. 121, une solution contraire pour le droit de timbre.

(2) L'administration s'est basée dans cette solution sur l'Instr. gén. n° 2456 qui prescrit de donner gratuitement l'enregistrement aux polices annexées aux actes notariés ; or ce ne sont généralement que des copies. La solution du 1^{er} juin 1874 stipule toutefois, ce qui présente pour nous peu d'intérêt, que, si la formalité était requise pour une copie collationnée par un officier public, il serait dû un droit fixe, soit aujourd'hui 3 fr. 75, en vertu de l'article 68, paragraphe 1, n° 18 de la loi de frimaire.

lice est, par rapport à la police elle-même, ce qu'est l'expédition à la minute d'un acte assujetti à la formalité de l'enregistrement dans un délai déterminé.

SECTION III. — Des contrats d'assurance souscrits en France garantissant des risques situés à l'étranger.

Des contrats d'assurance souscrits à l'étranger garantissant des risques situés en France.

Des contrats d'assurance garantissant des risques situés en Algérie et dans les colonies françaises.

Nous ne nous sommes occupé jusqu'ici tant au point de vue de l'assiette et de la liquidation du droit d'enregistrement qu'au point de vue du recouvrement de l'impôt et de l'enregistrement des contrats que des polices d'assurances passés en France pour des biens situés en France. Il nous reste à étudier les règles applicables aux contrats passés à l'étranger garantissant des biens situés en France, aux contrats passés en France garantissant des biens situés à l'étranger, ainsi qu'aux contrats garantissant des risques situés en Algérie ou aux colonies.

§ 1. — Contrats passés à l'étranger garantissant des biens situés en France.

Loi du 23 août 1871, article 8 : « Les contrats d'assurance passés à l'étranger pour des immeubles situés en France ou pour des objets ou valeurs appartenant à des français doivent être enregistrés avant

toute publicité ou usage en France à peine d'un droit en sus qui ne peut être inférieur à 50 francs. Le paiement est fixé ainsi qu'il suit : pour les assurances contre l'incendie à raison de 8 francs pour 100 francs du montant des primes multiplié par le nombre d'années pour lequel l'assurance a été contractée » (1). Ce droit soumis à deux décimes et demi est aujourd'hui comme la taxe d'enregistrement obligatoire de dix pour cent.

Le mode de calcul du droit est ainsi resté en cette hypothèse celui qu'avaient édicté les lois de l'an VII et de 1816 ; le droit n'est en outre exigible qu'en cas de publicité ou d'usage en France. Toutefois il y a lieu de remarquer qu'ici l'usage des contrats ne doit pas s'entendre dans le sens de l'article 23 de la loi du 22 frimaire an VII, la formule de la loi de 1871 étant une formule plus générale (Instr. adm. enreg., 19 octobre 1872, Bonneville de Marsangy, *op. cit.*,

(1) Si le contrat contient une clause de tacite reconduction, le droit n'est dû que pour la première période ; s'il est fait usage du contrat pendant la seconde période un nouveau droit sera alors exigible (Sol. adm. enreg., 2 septembre 1875).

Si le contrat contient une clause résolutoire, le droit est dû sur le total des primes sans qu'il y ait lieu à restitution ultérieure en cas de dénonciation du contrat (Sol. adm. enreg., 14 octobre 1875). Cependant, si des polices avaient été annulées et remplacées, il faudrait tenir compte des droits déjà perçus pour la liquidation du droit applicable aux nouveaux contrats (Sol. adm. enreg., 4 juillet 1878).

4, 9). L'enregistrement n'est pas seulement obligatoire en cas d'usage soit dans un acte public, soit en justice, soit devant toute autorité constituée ; il a notamment été jugé que l'enregistrement d'un contrat passé à l'étranger est obligatoire par le seul fait de son énonciation dans une police souscrite en France (Cass., 19 janv. 1876, D. P., 76, 1, 274). Il ressort de la discussion de la loi de 1871 qu'en employant une formule plus compréhensive, le législateur a eu pour but d'atteindre les compagnies étrangères ; la jurisprudence n'a donc fait que se conformer à l'esprit du texte en interprétant ici dans un sens large l'expression « publicité ou usage en France ».

Cet article n'était-il toutefois applicable qu'aux compagnies étrangères ? Tout au contraire ne semble-t-il pas s'attacher uniquement au lieu de la souscription du contrat sans distinguer entre les contrats souscrits avec une compagnie française et les contrats souscrits avec une compagnie étrangère ?

L'administration n'en a pas jugé ainsi ; elle s'est toujours refusée à faire application de ce texte aux contrats d'assurance-incendie passés à l'étranger pour des risques situés en France lorsque ces contrats ont été souscrits à des compagnies d'assurances françaises ou à des compagnies étrangères ayant une succursale en France (Sol. adm. enreg., 17 sept. 1872, 4 juillet 1878, 17 septembre 1892) ; elle a ainsi

limité le champ d'application de l'article 8 de la loi de 1871 aux contrats d'assurance-incendie passés à l'étranger avec des compagnies étrangères n'ayant pas de succursales en France.

La cour de cassation n'a pas été jusqu'à présent appelée à se prononcer sur ce point en matière d'assurance-incendie, mais en matière d'assurance-maritime, après avoir admis la thèse de l'administration par ses arrêts du 5 février 1884 (S., 85, 1, 385) et du 23 mars 1892 (D. P., 92, 1, 546), elle s'est prononcée en sens contraire par son arrêt du 28 mars 1895 (D. P., 95, 1, 417). Nous ne saurions citer en matière d'assurance-incendie qu'une seule décision de jurisprudence : le jugement du tribunal de Marseille du 17 mai 1878 (*Journ. Enreg.*, 21.055) contraire du reste à la théorie de l'administration.

Quoi qu'il en soit les solutions de l'enregistrement étant formelles, même depuis le jugement rendu par le tribunal de Marseille, les compagnies françaises admettent généralement qu'elles doivent comprendre dans le total des primes assujetties à la taxe les primes afférentes aux risques français assurés par des contrats passés à l'étranger ; de même les compagnies étrangères opérant en France font figurer sur leurs écritures pour le paiement de la taxe annuelle tous les risques français sans distinction ; mais étant assujettis à la taxe, ces contrats d'assurances doivent

bénéficier de l'exemption de la formalité et de la gratuité du droit comme s'ils étaient passés en France.

Sans doute la solution de l'administration est une solution fantaisiste contraire à l'interprétation littérale du texte de la loi, contraire aussi au principe de la territorialité des lois fiscales. Il n'en faut pas moins reconnaître que, sans la restriction que l'administration a apportée à l'article 8 de la loi de 1871, les compagnies françaises et les compagnies étrangères ayant une succursale en France pourraient dans nombre de cas, se soustraire au paiement de l'impôt en datant leurs polices de l'étranger.

Il n'est nullement prouvé en outre que cette solution soit préjudiciable à l'intérêt bien entendu des compagnies d'assurances françaises. Il est préférable, selon nous, que les contrats d'assurance par elles souscrits à l'étranger pour des risques situés en France restent soumis à la taxe d'enregistrement annuelle de 10 % plutôt que d'avoir à supporter un droit d'enregistrement de 10 % sur le cumul des primes en cas d'usage en France; en effet, l'usage devant s'entendre ici *lato sensu*, rien ne dit que les compagnies françaises n'auraient pas à acquitter ce droit dès la souscription même du contrat.

Pour assurer l'exécution de l'article 8, le législateur a stipulé la perception d'un droit en sus qui ne peut être inférieur à 50 francs lorsque les contrats n'ont

pas été présentés à la formalité bien qu'ils aient été rendus publics ou qu'il en ait été fait usage.

**§ 2. — Contrats passés en France garantissant
des biens situés à l'étranger.**

Ces contrats ne sont pas assujettis à la taxe annuelle d'enregistrement obligatoire. L'article 5, paragraphe 1, du décret du 25 novembre 1871 autorise, comme nous l'avons vu, les assureurs à déduire du montant total de leurs primes celles qui sont afférentes à ces risques. Le contrat n'est en effet passible du droit d'enregistrement en pareil cas que dans les hypothèses visées par l'article 23 de la loi de frimaire énumérées à nouveau dans l'article 9 de la loi du 23 août 1871 : « Les contrats d'assurances contre l'incendie passés en France pour des immeubles ou objets mobiliers situés à l'étranger ne sont pas assujettis au paiement de la taxe ; mais il ne pourra en être fait aucun usage en France, soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée sans qu'ils aient été préalablement enregistrés (1). Le droit sera perçu au taux fixé par l'article précédent, mais seulement pour les années restant à courir. »

(1) S'il s'agissait d'usage par acte public, il suffirait aujourd'hui que la police soit présentée à la formalité *en même temps* que l'acte public. (Loi du 22 avril 1905, art. 10).

Nous nous trouvons ici comme dans l'hypothèse précédente en face d'un véritable droit d'enregistrement ; ici, de plus, l'usage des actes reste celui qui est prévu par la loi du 22 frimaire. En ce qui concerne l'assiette de l'impôt, il est à remarquer qu'il se calcule au taux de 10 % non plus comme dans l'hypothèse précédente sur le cumul des primes échues et à échoir, mais seulement sur l'ensemble des primes à échoir.

Ainsi qu'on l'a fait remarquer : « Le législateur semble avoir établi cette différence de traitement comme un encouragement donné à ceux qui assurent en France leurs immeubles étrangers ; c'est une sorte de prime à l'importation des risques si l'on peut s'exprimer ainsi tandis qu'il veut imposer plus durement ceux qui ont été à l'étranger chercher des garanties qu'ils auraient pu facilement trouver dans leur propre pays (1).

Nous mentionnerons ici, au point de vue pratique, la décision du ministre des finances en date du 24 juillet 1877 (S., 78, 2, 187) qui prescrit de percevoir la taxe d'enregistrement annuelle obligatoire sur les contrats d'assurance garantissant des risques situés dans les sections étrangères d'une exposition universelle, ces sections ne pouvant être considérées comme territoire étranger.

(1) Georges Tissier, thèse, Paris, 1908, p. 75.

**§ 3. — Contrats d'assurance garantissant
des risques situés en Algérie et aux colonies.**

L'Algérie et les colonies ne sont pas considérés comme pays étrangers ; par suite, les contrats passés en France pour garantir des biens situés dans ces pays ne rentrent pas dans l'hypothèse visée par l'article 9 de la loi de 1871 et doivent être assujettis à la taxe annuelle obligatoire de 10 % (Sol. adm. enreg., 27 août 1873 ; Seine 6 nov. 1898, Simonin, 3, 445).

Mais les assurances peuvent être souscrites dans ces pays eux-mêmes ; en ce cas il est une distinction à faire entre l'Algérie et les autres colonies.

La loi du 23 août 1871 ayant été déclarée exécutoire en Algérie à partir du 1^{er} janvier 1872 par le décret de promulgation du 12 décembre 1871, les polices qui y sont souscrites et qui garantissent des risques situés dans ce pays sont soumises à la taxe annuelle d'enregistrement. Il est toutefois deux observations à faire :

a) La quotité du droit n'est que de 4 %, une ordonnance du 19 octobre 1841 ayant réduit de moitié les droits perçus sur les actes passés en Algérie et il n'y a lieu d'y ajouter qu'un seul décime en exécution de la loi du 29 juillet 1882, article 2. Le droit sera donc de 4,40 %.

b) En ce qui concerne le paiement de l'impôt, la

taxe afférente aux primes perçues pour risques situés en Algérie et garantis par des contrats qui y ont été souscrits est payable en Algérie même.

Pour ce qui est des autres colonies la loi du 23 août 1871 n'y a pas encore été promulguée. Les polices qui y sont souscrites pour garantir des biens qui y sont situés restent en conséquence soumises à la législation ancienne, c'est-à-dire aux lois des 22 frimaire an VII et 28 avril 1816 ; le droit d'enregistrement proportionnel de 1 % n'est exigible que lorsqu'il est fait usage des polices soit dans un acte public, soit en justice ou devant une autorité constituée (Instr. adm. enreg., 2.425, § 2).

SECTION IV. — Des droits acquis et de la prescription.

La loi du 23 août 1871 ne renferme pas de disposition spéciale sur les droits acquis et la prescription. Il faut donc appliquer à la taxe d'enregistrement sur le contrat d'assurance contre l'incendie les règles générales édictées par les articles 60 et 61 de la loi du 22 frimaire.

§ 1. — Des droits acquis.

A l'encontre de la prescription qui a pour effet de valider les perceptions irrégulièrement faites, les droits acquis doivent s'entendre des droits d'enregis-

trement régulièrement perçus, et par cela même non restituables, quels que soient les événements ultérieurs, hormis les cas prévus par la loi.

Loi du 22 frimaire an VII, article 60 : « Tout droit d'enregistrement perçu régulièrement en conformité de la présente ne pourra être restitué, quels que soient les événements ultérieurs, sauf dans les cas prévus par la présente ».

L'administration et la jurisprudence jusqu'à l'arrêt de cassation du 18 décembre 1894 faisaient, comme nous l'avons vu, application de cet article à la taxe d'enregistrement lorsqu'elles se refusaient à admettre lors de la liquidation d'un exercice, la déduction des primes annulées échues dans les exercices précédents. Suivant leur opinion la liquidation de la taxe payée pour les exercices échus constituait une perception régulière ne pouvant donner lieu à la restitution de la taxe afférente aux primes qui, échues au cours de ces exercices, auraient été annulées postérieurement.

Cette opinion se trouve aujourd'hui condamnée. L'article 5, paragraphe 3, du décret de 1871 qui constitue précisément une de ces exceptions prévues par l'article 60 de la loi organique, est applicable aux primes annulées quelles qu'elles soient. C'est du reste la seule exception en notre matière.

Au point de vue pratique, l'administration serait fondée à l'heure actuelle à invoquer la perception

régulière dans les trois hypothèses suivantes qui se réfèrent toutes à un contrat renfermant une cause résolutoire.

En cas de dénonciation du contrat, il n'y aurait pas lieu de restituer partiellement la taxe qui aurait été perçue sur le cumul des primes pour l'enregistrement d'une police passée à l'étranger garantissant des risques situés en France (Sol. adm. enreg., 14 octobre, 1875).

Il en serait de même, en cas de dénonciation de contrat, du droit qui aurait été perçu sur une police passée en France pour garantir des risques situés à l'étranger, comme aussi du droit de 1 % sur les primes applicable aujourd'hui encore en vertu de la loi de frimaire aux contrats d'assurances souscrits aux colonies. Le résiliement des contrats ne fait en effet l'objet d'aucune disposition légale.

Il va sans dire qu'ici comme pour tout droit d'enregistrement, si une erreur matérielle, par exemple une erreur de calcul, avait été commise, elle pourrait être réparée par voie de restitution dans un délai de deux ans (avant que la prescription se soit acquise au Trésor), la perception régulière ne devant s'entendre que de celle qui fait aux actes une juste application des tarifs.

§ 2. — De la prescription.

La prescription peut être envisagée à deux points de vue différents ; elle peut être invoquée par le Trésor contre les parties ou par les redevables contre le Trésor.

Dans l'un et l'autre cas, la prescription applicable en principe en notre matière est la prescription biennale. La taxe étant un droit d'enregistrement reste assujettie, à défaut de stipulation contraire, à l'article 61, n° 1, de la loi de frimaire: « Il y a prescription des droits *après deux années* à compter du jour de l'enregistrement, s'il s'agit d'un droit non perçu sur une disposition particulière dans un acte ou *d'un supplément de perception insuffisamment faite* ou d'une fausse évaluation dans une déclaration, et pour la constater par voie d'expertise.

« Les parties seront également non recevables après le même délai pour toute demande en restitution de droits perçus. »

Mais, comme tout droit d'enregistrement, la taxe se trouve exceptionnellement soumise à la prescription trentenaire, c'est-à-dire à la prescription de droit commun dans tous les cas pour lesquels une prescription plus courte n'a pas été établie. La prescription trentenaire est notamment seule applicable à la réclamation d'un droit simple non visé par la loi de

frimaire Sol. de la Régie, 4 avril 1864, D. P., 65, 3. 24 ; Req., 8 avril 1903, D. P., 1903, 1, 513).

Il a été jugé en conséquence que le recouvrement de la taxe annuelle n'est soumis qu'à la prescription trentenaire si l'assureur n'a pas remis au receveur de l'enregistrement l'état des opérations sujettes au droit (Cass., 11 fév. 1880, S., 80, 1, 377). En effet, la prescription biennale n'est opposable que lorsque les redevables ont présenté à l'enregistrement l'acte sujet au droit et que l'administration a été mise en situation de réclamer dans son intégralité le droit exigible. Or si la compagnie ou la société s'est abstenue de remettre aucun état ou relevé, la perception n'a pu être entamée et les droits à réclamer ne sont pas des droits supplémentaires mais des droits principaux dont la prescription est soumise au droit commun (1).

L'arrêt de cassation de 1880, très formel sur ce point, ajoute que la mention des contrats sur un répertoire soumis au visa trimestriel des agents de l'administration (loi du 23 août 1871, art. 7), n'équivaut pas à la remise des relevés prescrits par la loi et jugés nécessaires malgré l'existence d'un répertoire pour assurer le recouvrement de l'impôt. La présentation de ce répertoire au visa ne saurait donc être considé-

(1) Fuzier-Herman, *Rep. alph. du droit français*, t. V, *Assurances*, n° 862.

rée comme une mise en demeure et ne peut faire couvrir le délai de la prescription biennale.

Quoi qu'il en soit, l'hypothèse précédente restant l'exception, il importe surtout de retenir que, lorsque les compagnies ou sociétés ont remis aux receveurs, à l'appui de leurs versements, les états ou documents prescrits par l'article 7 du décret du 25 novembre 1871, la prescription biennale peut être invoquée :

1° Par les compagnies ou sociétés si le Trésor venait leur réclamer un supplément de perception pour des contrats dont la taxe aurait fait l'objet d'une liquidation générale deux ans plus tôt ;

2° Par le trésor si les compagnies ou sociétés lui réclamaient la restitution de la taxe indûment perçue pour un exercice liquidé deux ans plus tôt.

Le délai de la prescription biennale court du jour de la liquidation générale, faite au plus tard chaque année au 31 mai, qui constitue la perception régulière et définitive (Sol., 28 mars 1883, *Journ. enregist.*, n° 22.093).

La prescription biennale est suspendue par des demandes signifiées et enregistrées avant l'expiration des délais ; mais elle est acquise irrévocablement si les poursuites commencées sont interrompues pendant une année, sans qu'il y ait d'instance devant les juges compétents, quand même le premier délai pour la prescription ne serait pas expiré (loi

du 22 frimaire, an VII, art. 61, *in fine*). Cette dernière règle, édictée spécialement en matière d'enregistrement, ne s'applique pas à la prescription de droit commun, c'est-à-dire à la prescription trentenaire.

Le jour du point de départ de la prescription n'est pas compris dans le délai ; mais le dernier jour compte dans le délai et l'acte interruptif de prescription doit se produire au plus tard à cette date ou la veille si le dernier jour est férié (1).

SECTION V. — Poursuites et instances.

Tandis qu'ainsi que nous le dirons plus loin, tous les droits de timbre sans distinction « jouissent, soit dans les successions, soit dans les faillites ou tous autres cas, du privilège des contributions directes » (Loi du 28 avril 1816), la loi, en matière d'enregistrement, n'a conféré ce privilège à l'administration que pour les droits exigibles en raison des mutations par décès (Loi du 22 frimaire, art. 32, *in fine*). Le trésor, en poursuivant le recouvrement de la taxe d'enregistrement annuelle, pourrait donc se trouver venir en concours avec les autres créanciers des compagnies ou sociétés d'assurance.

En ce qui concerne les instances que l'administra-

(1) Cf. *Les impôts en France, op. cit.*, t. I, p. 236.

tion serait appelée à suivre pour la perception de la taxe annuelle, elles doivent être instruites dans la forme prescrite par les articles 63 et suivants de la loi du 22 frimaire et par l'article 17 de la loi du 27 ventôse an IX qui posent des règles spéciales dérogeant au code de procédure.

La loi du 27 ventôse an IX a stipulé en effet que l'instruction de toutes les instances que la régie aurait à suivre pour toutes les perceptions qui lui sont confiées, se ferait par simples mémoires respectivement signifiés, sans plaidoiries, et que les parties ne seraient pas obligées d'employer le ministère des avoués.

Quant aux jugements, ils doivent intervenir dans les trois mois de l'introduction de l'instance et sont sans appel (Loi du 22 frimaire an VII, art. 65). Ils ne peuvent donc, à défaut d'une autre voie de recours (opposition, tierce opposition, requête civile), être déférés qu'en cassation pour violation de la loi ou vice de forme.

La loi de frimaire an VII n'a tracé aucune règle spéciale pour la procédure à suivre devant la cour de cassation ; en conséquence, l'administration et les parties doivent se conformer à la loi commune (1).

(1) *Les impôts en France, op. cit.*, t. I, p. 365.

DEUXIÈME PARTIE

Droit de timbre.

CHAPITRE PREMIER

De l'impôt du timbre en général.

Ancienne législation relative aux contrats d'assurances.

§ 1. — De l'impôt du timbre en général.

Le timbre est un impôt indirect sur l'emploi ou consommation d'un papier revêtu d'une empreinte dont la forme est déterminée par la loi.

La contribution du timbre est établie sur tous les papiers destinés aux actes civils et judiciaires et aux écritures qui peuvent être produites en justice et y faire foi. Il n'y a d'autres exceptions que celles nommément exprimées par la loi (art. 1^{er} de la loi du 13 brumaire an VII).

D'après la loi fondamentale du 13 brumaire an VII,

on distingue deux sortes de timbre : 1° le timbre de dimension ; 2° le timbre proportionnel.

Le premier est établi uniquement sur les papiers dont il est fait usage et varie suivant leur dimension.

Le second est perçu en raison des sommes exprimées dans les actes.

Le droit de timbre qui frappe les polices d'assurance appartient en principe à la première catégorie ; mais pour certains contrats d'assurances et notamment le contrat d'assurance-incendie, ce droit a revêtu une forme particulière qui lui a fait perdre son caractère. Les modifications apportées à l'assiette même du droit en font en réalité un impôt spécial qui n'a du timbre que le nom.

Le droit de timbre sur le contrat d'assurance-incendie est un exemple à côté de beaucoup d'autres (1) de la tendance très marquée du droit de timbre à se rapprocher de plus en plus du droit d'enregistrement en cessant dans nombre de cas d'être en fait un impôt de consommation du papier. Le timbre qui frappe aujourd'hui le contrat d'assurance contre l'in-

(1) Cf., notamment, loi du 5 juin 1850 qui a créé une taxe d'abonnement au timbre sur les valeurs mobilières ; loi du 22 avril 1905 qui, en matière de vente d'immeubles, a fondu le droit d'enregistrement et le droit de timbre en augmentant le premier et en supprimant le second.

cendie est une taxe d'abonnement assise sur les capitaux assurés.

Afin de nous rendre compte des transformations subies par le droit de timbre, nous commencerons par étudier, ainsi que nous l'avons fait pour le droit d'enregistrement, les législations antérieures à celle aujourd'hui en vigueur.

§ 2. — **Ancienne législation relative au contrat d'assurance.**

Les premières lois rendues en matière de timbre mentionnent les polices d'assurances.

L'article 56 de la loi du 9 vendémiaire an VI s'exprime ainsi : « Les lettres de voiture, les connaissements, chartes-parties et *polices d'assurances*, etc... seront assujettis au timbre fixe et de dimension. »

La loi organique du 13 brumaire an VII ne les désigne pas expressément, mais elles sont implicitement comprises dans les actes et écritures, extraits, copies et expéditions soit publics, soit privés devant ou pouvant faire titre, visés par l'article 12 de la loi.

L'article 5 de la loi du 6 prairial an VII porte : « Les lettres de voitures, connaissements, chartes-parties et *polices d'assurances* seront inscrits à l'avenir sur du papier timbré d'un franc (Instr. gén. adm. enreg., 326).

La dimension du papier était cette fois déterminée, mais peu après l'article 1 du décret du 3 janvier 1809 supprima cette disposition : « Les lettres de voiture, connaissements, chartes-parties et *polices d'assurance* continueront d'être assujettis au timbre de dimension. »

Ce fut ce texte de 1809 qui, jusqu'à la loi du 5 juin 1850, régit le contrat d'assurance.

L'économie en est des plus simples. L'usage du papier timbré était obligatoire pour la rédaction des *polices* ; toutefois la dimension du papier restait au gré des parties. Quant aux avenants il n'en était pas fait mention. Au surplus ce texte ne fut jamais appliquée aux contrats d'assurances terrestres.

En raison de la généralité des textes, de même que pour le droit d'enregistrement la question se posait de savoir si leurs dispositions pouvaient viser d'autres contrats d'assurances que les *polices maritimes*. Or, le fisc qui, en matière d'enregistrement se prononçait pour l'assimilation de tous les contrats d'assurance émettait ici l'avis contraire, ou tout au moins feignait d'ignorer, au point de vue de l'impôt du timbre, les *polices d'assurances terrestres*. La chose pourrait paraître d'autant plus surprenante que l'impôt du timbre, c'est-à-dire la rédaction obligatoire de toutes les *polices* sur papier timbré était à même de rapporter au Trésor beaucoup plus que le

droit d'enregistrement exigible non pas sur la généralité des contrats mais seulement sur ceux dont il était fait usage dans le sens de la loi du 22 frimaire.

Il y avait cependant une raison à cette tolérance du fisc, c'est qu'il n'était pas armé du pouvoir d'investigation qui lui aurait été nécessaire pour surveiller le rendement de l'impôt. Il aurait pu, à défaut d'un droit de contrôle sur les opérations des compagnies, atteindre seulement les polices produites en justice. Or, une pratique courante admise par les tribunaux consistait pour les compagnies et les assurés à supposer, lorsque les polices auraient dû être produites en justice, que les conventions intervenues étaient des conventions verbales, non écrites, échappant par là même à l'impôt du timbre puisque cet impôt est un impôt de consommation du papier. Les tribunaux qui ont toujours reconnu que l'écriture n'est pas l'essence du contrat d'assurance, qu'elle n'est qu'un moyen de prouver l'existence de ce contrat (Cass., 15 février 1826, *Rep. alph. de Dalloz* v° *assurances terr.*, 149), se croyaient obligés d'admettre cette fraude.

La lacune de cette législation primitive qui engendra le peu de vigilance du fisc à l'égard des compagnies d'assurances terrestres eut sans doute un avantage : elle permit à ces compagnies peu connues encore dans les premières années du XIX^e siècle de se

développer plus facilement. Mais elle privait le fisc de ressources considérables. Il s'imposa donc de donner à l'administration, lorsque ces compagnies furent devenues suffisamment puissantes, le pouvoir d'investigation qui lui manquait pour assurer l'application du droit de timbre aux contrats d'assurances terrestres.

Ce fut l'objet principal de la loi du 5 juin 1850.

§ 3. — **Loi du 5 juin 1850.**

La loi du 5 juin 1850 ne fit que reconnaître un état de choses préexistant en stipulant dans son article 33 : « A compter du 1^{er} octobre 1850, tout contrat d'assurance ainsi que toute convention postérieure contenant prolongation de l'assurance, augmentation dans la prime ou le capital assuré, sera rédigé sur papier d'un timbre de dimension sous peine de 50 francs d'amende contre l'assureur, sans aucun recours contre l'assuré. Si l'assuré en fait l'avance, il aura un recours contre l'assureur. » Mais, pour éviter que la loi nouvelle restât lettre morte, ainsi que les lois précédentes, les articles 35 et 36 donnèrent à l'administration les moyens d'en assurer l'exécution.

ARTICLE 35 : « Les sociétés, compagnies et assureurs seront tenus d'avoir au siège de l'établissement

un répertoire sommaire en un ou plusieurs volumes non sujet au timbre, mais coté, paraphé et visé soit par l'un des juges du tribunal de commerce, soit par le juge de paix, sur lequel ils porteront par ordre de numéros et dans les six mois de leur date toutes les assurances faites soit directement, soit par leurs agents, ainsi que les conventions qui prolongeront l'assurance, augmenteront la prime ou le capital assuré... Ce répertoire sera soumis au visa des préposés de l'enregistrement selon le mode indiqué par la loi du 22 frimaire... Les préposés de l'enregistrement pourront exiger, au siège de l'établissement, la représentation :

« 1° Des polices en cours d'exécution ou renouvelées par tacite reconduction depuis au moins six mois.

« 2° De celles expirées depuis moins de deux mois. »

En vertu de ce texte, le préposé de l'administration peut donc :

1° Pour s'assurer que toutes les polices souscrites par la compagnie sont bien portées au répertoire, demander communication d'une police quelconque et s'assurer qu'elle y figure sous son numéro ;

2° Prendre le numéro d'une police au répertoire et en demander communication pour s'assurer que le droit de timbre au comptant a bien été acquitté,

c'est-à-dire que la police a été faite sur papier timbré.

Tel est le système de contrôle établi par le législateur de 1850. Chaque contravention aux dispositions de l'article 35 étant frappée d'une amende de 10 francs (art. 36), il constitue une mesure préventive très suffisante pour assurer l'exécution de la loi en ce qui concerne le paiement du timbre au comptant. Outre que cela eut été contraire à la théorie de la jurisprudence qui déclare valable un contrat passé sans police, il aurait été superflu de déclarer nulle, ainsi que le législateur de 1850 avait un instant songé à le faire, la police d'assurance non timbrée.

Cet article 35 de la loi de 1850 est cependant trop général. Il assujettit aujourd'hui encore les compagnies ou sociétés qui doivent acquitter l'impôt sous forme d'abonnement, et *qui déjà sous l'empire de la loi de 1850 avaient la faculté de le faire*, à la tenue de ce répertoire qui, lorsqu'elles sont abonnées, ne présente plus d'utilité. La taxe d'abonnement au timbre se calcule en effet uniquement sur le chiffre des capitaux assurés ; or, ce chiffre ne figure pas au répertoire.

Logiquement l'article 35 aurait dû faire une distinction.

La loi du 5 juin 1850 a donc permis à certaines compagnies ou sociétés d'assurances, ainsi que nous

venons de le dire incidemment, d'acquitter l'impôt autrement qu'au comptant : l'article 37 donne la possibilité de s'abonner. C'est avec le pouvoir de contrôle donné au fisc la seconde innovation qu'elle consacre.

ARTICLE 37. — « Les sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre l'incendie et contre la grêle pourront s'affranchir des obligations imposées par l'article 33 en contractant avec l'Etat un abonnement annuel à raison de 0,02 par mille francs du total des sommes assurées d'après les polices ou contrats en cours d'exécution. »

Il résulte de ce texte que, sous l'empire de la loi de 1850, l'abonnement était toujours facultatif.

Les compagnies avaient le choix entre deux procédés pour acquitter l'impôt du timbre ; timbrer leurs polices au comptant ou contracter un abonnement qui les astreignait à verser au trésor 0.02 pour 1.000 des capitaux assurés. Le taux de la taxe d'abonnement ne devait pas tarder au reste à être augmenté : la loi du 2 juillet 1862 (art. 18) l'éleva de 0.01, c'est-à-dire qu'elle porta à 0.03 pour 1.000 le taux de l'abonnement au timbre.

L'article 2 de la loi du 23 août 1871, en ajoutant deux décimes au principal de tous les droits de timbre quels qu'ils soient, porta la quotité du droit à 0.036 pour 1.000.

Que firent les compagnies ou sociétés d'assurances contre l'incendie ?

Sans hésitation la plupart des compagnies à primes fixes et un grand nombre de sociétés mutuelles s'abonnèrent. Si l'on juge aujourd'hui leur conduite, elles eurent grand tort à leur point de vue : elles allèrent au devant du danger. En usant de la faculté de s'abonner que leur donnait la loi de 1850, elles montrèrent au législateur tout le parti qu'il pouvait tirer de taxes assises sur les chiffres constatés dans leurs écritures ; elles lui inspirèrent d'autres lois qui devaient soit surcharger le contrat d'assurance, soit même les atteindre personnellement : la loi du 23 août 1871 qui établit comme nous l'avons vu, la taxe d'enregistrement obligatoire, les lois du 13 avril 1898 et 30 janvier 1907 contre lesquelles elles n'ont pas cessé de protester.

Quoi qu'il en soit, les compagnies à primes fixes surtout virent un avantage à s'abonner. Si elles avaient fait timbrer au comptant (1) leurs polices, cela les aurait astreint à une dépense relativement élevée étant donné l'habitude qu'elles ont d'insérer dans leurs contrats sous le nom de « Conditions générales » souvent fort longues, les règles qui, en l'absence d'une loi spéciale sur le contrat d'assurance

(1) Le timbrage au comptant est une façon d'acquitter l'impôt qui remplace dans certains cas l'usage du papier timbré.

terrestre, spécifient les droits et les obligations des parties, font la loi commune de l'assureur et de l'assuré.

Les mutuelles qui n'inséraient pas ces conditions générales dans leurs polices parce qu'elles les délivraient aux assurés avant qu'ils adhèrent à leurs statuts, utilisèrent l'abonnement moins que les compagnies à primes fixes. Les compagnies à primes fixes auraient pu sans doute se faire rembourser par leurs assurés le coût du timbrage au comptant, mais cela les auraient mis dans une situation de défaveur par rapport aux sociétés mutuelles, la dimension de leurs polices étant plus grande. En s'abonnant il leur devenait plus facile de récupérer l'impôt sur leurs assurés car le montant en était réparti sur un certain nombre d'années et était en outre proportionné à l'importance de l'assurance. Le rapporteur de la loi de 1850 indiquait lui-même en ces termes cet avantage de l'abonnement : « Il aura le double avantage de faciliter aux compagnies le paiement du droit et de leur donner le moyen d'en faire une répartition plus équitable entre les assurés, de telle sorte que la petite propriété ne supporte pas une charge aussi forte que la grande. »

Ce système dit de l'abonnement facultatif serait encore en vigueur aujourd'hui si, vers 1880, les compagnies d'assurance ne s'étaient pas désabonnées

à la suite de difficultés avec le fisc. Cette dénonciation constitua alors une déclaration de guerre et le législateur, pour ramener les compagnies à l'abonnement, le déclara obligatoire par la loi du 29 décembre 1884.

Le différend qui s'éleva entre le fisc et les compagnies abonnées portait sur la question suivante : la loi de 1850 dispensait-elle les compagnies abonnées de rédiger sur timbre leurs polices et tous leurs avenants *quels qu'ils soient* ?

Les travaux préparatoires de la loi de 1850 montrent bien que la dispense était générale dans l'esprit du législateur. Les textes prêtèrent cependant à discussion.

L'article 37 de la loi qui traite de l'abonnement dispense les compagnies abonnées des obligations imposées par l'article 33. Or, si cet article vise bien expressément « tout contrat d'assurance ainsi que toute convention postérieure *contenant prolongation de l'assurance, augmentation dans la prime ou le capital assuré*, il ne fait mention — comme l'article 6 de la loi du 23 août 1871 qui l'a reproduit — ni des avenants d'ordre, ni des avenants de réduction. Ce fut sur cette omission que se fonda le fisc (Sol., 2 août 1873) pour revenir sur l'interprétation plus large qu'il avait primitivement admise.

La cour de cassation appelée à se prononcer sur la

question à deux reprises consacra l'interprétation restrictive (Cass., 26 nov. 1873, S., 74, 1, 182 ; Cass., 4 févr. 1879, S., 79, 1, 179).

Ces arrêts purement, avec raison, inadmissibles aux compagnies. L'énumération des avenants donnée par l'article 33 était si peu limitative que, lorsqu'il s'agissait d'une compagnie non abonnée, le fisc exigeait que les avenants d'ordre ou de réduction fussent rédigés sur papier timbré. *A contrario* puisque l'article 37 couvrait tous les actes visés par l'article 33, la taxe d'abonnement ne devait-elle pas, semble-t-il, dispenser du timbre tous les avenants ? Admettre le contraire c'était admettre que l'article 33 avait une signification différente suivant qu'il s'agissait d'une compagnie non abonnée ou d'une compagnie abonnée.

L'arrêt de cassation du 4 février 1879 amena donc, comme nous l'avons dit, les compagnies à se désabonner. L'abonnement devenait, en effet, plus onéreux, si, même abonnées, elles étaient obligées de rédiger sur timbre certains contrats ; il n'avait plus pour elles les avantages qu'elles y avaient vus.

La plupart des compagnies firent par suite usage du timbre de dimension, de 1880 à 1884.

Nous remarquerons sans y insister que l'article 33 de la loi de 1850 ne déterminait pas le format du papier ; il restait au gré des parties.

CHAPITRE II

Du droit de timbre sur le contrat d'assurance-incendie édicte par la loi du 29 décembre 1884.

La loi du 29 décembre 1884 a rendu le système de l'abonnement au timbre obligatoire pour les compagnies ou sociétés d'assurance contre l'incendie et sur la vie, les autres branches de l'assurance continuant à être régie par la loi de 1850.

De timbre de dimension qu'il était à l'origine et même encore sous le régime de la loi de 1850 puisque l'assureur avait la faculté d'acquitter l'impôt sous cette forme, le timbre qui frappe le contrat d'assurance-incendie est devenu ainsi un droit de timbre proportionnel calculé sur le montant des capitaux assurés. Il se range donc aujourd'hui dans la catégorie des timbres exceptionnels, le timbre de dimension étant la règle, le timbre proportionnel l'exception (loi du 13 brumaire an VII, art. 2), les exceptions à cette règle tendant toutefois, comme on le sait, à devenir chaque jour plus nombreuses.

Nous verrons que la taxe d'abonnement au timbre se rapproche par la façon dont elle est perçue de la taxe d'enregistrement. On ne doit pas cependant oublier qu'elle reste un droit de timbre. Il nous faudra donc, sauf en cas d'impossibilité absolue ou à défaut d'une disposition spéciale de la loi, continuer à lui faire application de tous les principes admis en matière de timbre.

SECTION I. — Assiette et liquidation de l'impôt.

La taxe est assise non pas comme la taxe d'enregistrement sur le montant des primes, mais sur le montant des capitaux assurés (1). Loi du 29 décembre 1884, art. 8 : « Le droit de timbre établi par les lois en vigueur sur les contrats d'assurance ainsi que sur tous les actes ayant exclusivement pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable de ces contrats sera acquitté par les sociétés, compagnies d'assurance et tous autres assureurs contre l'incendie et sur la vie selon le mode réglé par les

(1) Nous mentionnerons ici que, si la proposition de loi votée par la Chambre le 19 février 1906 était un jour votée par le Sénat, l'assiette des deux impôts serait la même, cette proposition tendant à asseoir la taxe d'enregistrement non plus sur la prime mais sur le capital assuré au taux de 75 millimes pour 1000 pour les compagnies à primes fixes et de 55 millimes pour les mutuelles !

paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 37 de la loi du 5 juin 1850.

« La taxe annuelle est fixée, décimes compris, à 4 centimes par 1.000 francs du total des sommes assurées contre l'incendie pour les assurances à primes et à 3 centimes par 1.000 pour les assurances mutuelles ».

L'assiette de l'impôt est la même que dans la loi de 1850. Mais en ce qui concerne le tarif il faut remarquer que la loi de 1884 fait une distinction entre les sociétés mutuelles et les compagnies à primes fixes. Quelle est la raison de cette distinction ?

Les sociétés mutuelles qui ont cherché à plusieurs reprises à invoquer ce précédent ont prétendu que cette distinction avait été faite en raison de la faveur particulière dont elles jouissaient déjà à cette époque, auprès du législateur, mais les débats parlementaires les démentent. A la séance de la Chambre des députés du 20 décembre 1884, le sous-secrétaire d'Etat aux finances, M. Labuze, après avoir affirmé qu'il ne s'agissait pas de créer un nouvel impôt proportionnel aux capitaux assurés, mais simplement de percevoir sous une autre forme le prix du papier timbré, ajoutait qu'on avait remarqué que les mutuelles, du fait notamment de l'impression de leurs « conditions générales » sur papier libre, consommaient moins de papier timbré que les compagnies à primes

fixes et que la différence de traitement était donc seulement apparente (1).

Cette différence de traitement n'en est pas moins en fait un sorte de prime donnée aux Sociétés mutuelles ; les assurés qui font garantir de gros capitaux peuvent, en s'adressant aux mutuelles et non aux compagnies à primes fixes, trouver, de ce chef seul, une diminution de prix sensible.

La loi du 29 décembre 1884, comme la loi du 23 août 1871, ne fait mention ni des caisses d'assurances agricoles ni des caisses départementales.

Les caisses d'assurances agricoles n'existaient pas à l'époque. Elles ont été, comme nous l'avons dit déjà, dispensé du droit de timbre et du droit d'enregistrement, par la loi du 4 juillet 1900.

Quant aux caisses départementales, le seul texte qui les mentionne au point de vue de l'impôt du timbre est l'article 37, paragraphe 2, de la loi du 5 juin 1850 : « Les caisses départementales, administrées gratuitement, ayant pour but d'indemniser ou de secourir les incendiés au moyen de collectes, pourront aussi s'affranchir des mêmes obligations en contractant avec l'Etat un abonnement annuel de 1 % du total des collectes de l'année ». La question suivante pourrait donc se poser à leur sujet : Sont-

(1) *Annales de la Chambre des députés*, 1884, t. III, p. 1090.

elles astreintes aujourd'hui à l'abonnement ou sont-elles encore sous le régime de l'abonnement facultatif ? Les tribunaux n'ont pas été appelés à se prononcer, les caisses départementales acquittant toutes l'impôt du timbre sous forme d'abonnement. Nous dirons toutefois qu'à notre avis l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884, en tant qu'il édicte pour les sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs l'obligation de s'abonner, doit en raison de sa formule très générale s'appliquer aux caisses départementales et que, s'il faut continuer à tenir compte de l'article 37 de la loi de 1850, ce ne peut être qu'au point de vue de l'assiette de l'impôt basé ici sur les collectes. On pourrait, au reste, invoquer ici par analogie les considérants de l'arrêt de cassation du 11 février 1880 (D. P., 1880, 1, 113) qui statuant en matière d'enregistrement a décidé que les caisses départementales étaient assujetties à la taxe d'enregistrement bien que la loi du 23 août 1871 ne les ait pas mentionnées expressément. Au surplus, le texte même de la loi de 1884 porte que le droit de timbre sera acquitté selon le mode réglé par les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 37 de la loi de 1850 ; or, le paragraphe 2 de l'article 37 de la loi de 1850 traite précisément de l'abonnement au timbre des caisses départementales.

Le point important qu'il faut relever en ce qui con-

cerne ces caisses est qu'elles doivent acquitter l'impôt du timbre sur leurs collectes (Instr. gen. adm. enreg., 2708, parag. 3). Cette différence dans l'assiette de l'impôt s'explique. En effet, les caisses départementales n'assurent pas à proprement parler des capitaux puisque, quelle que soit l'importance du versement fait à la caisse par un adhérent en raison des biens qu'il possède, la caisse se réserve le droit de déterminer à son gré en cas de sinistre le montant de l'indemnité. On peut dire, pour donner une idée du fonctionnement des caisses départementales, qu'elles font simplement passer des listes de souscription et qu'elles délivrent aux souscripteurs un reçu de la somme qu'ils ont versée. Le contrat — si l'on peut l'appeler de ce nom — ne fait ainsi mention que d'une chose : la somme versée par l'adhérent.

Revenons à une question plus générale. La taxe d'abonnement au timbre se calculant tant pour les sociétés mutuelles que pour les compagnies à primes fixes sur le montant des capitaux assurés, que faut-il entendre par capital assuré ?

La question est loin de présenter les difficultés que nous avons rencontrées lorsqu'en matière d'enregistrement nous avons eu à déterminer ce qu'il faut entendre par « prime ». Si elle se pose même, c'est uniquement en raison de l'habitude qu'ont certaines

sociétés mutuelles de faire figurer sur leurs polices sous le nom de « valeurs en risques » des capitaux qui représentent non la valeur attribuée par l'assuré aux biens qu'il fait garantir, mais cette valeur multipliée par un coefficient variable suivant la nature des risques, dans le but de déterminer la cotisation fixée à tant pour mille des valeurs en risques et de répartir les sinistres, au prorata de ces valeurs.

L'administration et la jurisprudence n'ont pas hésité en pareil cas. Il est évident que le droit fiscal n'a pu donner à l'expression « somme assurée » un sens différent de celui qu'elle a en droit commercial. Or, on entend par cette expression dans la pratique la somme qui est stipulée au contrat comme déterminant le maximum de l'obligation de l'assureur. Il a été jugé en conséquence que le droit de timbre d'abonnement doit être liquidé sur le capital réel, attendu que frapper de cette taxe le capital exhaussé ou fictif serait établir l'impôt non sur la somme assurée, ainsi que le veut la loi, mais sur les éléments qui servent à fixer la prime et en définitive sur la cotisation elle-même (Blois, 10 mars 1857 ; Garnier, *Rép. gén.*, n° 128. — 6° ; Déc. m'n. fin., 22 oct. 1857, Sol. adm. enreg., 27 sept. 1887).

La taxe d'abonnement au timbre doit donc en principe être calculée annuellement sur le montant de tous les capitaux que les compagnies ou sociétés

pourraient être appelées à payer en vertu des contrats en cours.

★★

A la règle générale ainsi posée, la loi du 29 décembre 1884 elle-même, comme la loi de 1871 l'avait fait pour la taxe d'enregistrement, et un important arrêt de la cour de cassation ont apporté des restrictions.

Pour la liquidation de la taxe d'abonnement au timbre il y a lieu de déduire chaque année du montant des capitaux figurant dans les écritures des assureurs :

1° Les capitaux des polices souscrites à *l'étranger* et ayant exclusivement pour objet des immeubles, des meubles ou des valeurs situés à *l'étranger* (loi du 30 déc. 1876 ; Instr. gén. adm. enreg., n° 2708, parag. 4). Ces capitaux ne sont donc pas assujettis à la taxe. Nous verrons plus loin que les polices souscrites dans ces conditions peuvent cependant, en certains cas, avoir à acquitter l'impôt du timbre ;

2° Les capitaux des réassurances reçues lorsque l'assurance primitive a déjà supporté la taxe (loi du 29 déc. 1884, art. 8, parag. 5). C'est l'application au droit de timbre du principe dont nous avons vu l'application pour la taxe d'enregistrement : on ne peut percevoir deux fois l'impôt pour les mêmes

risques. Les compagnies qui pratiquent à la fois l'assurance directe et la réassurance ont donc à déduire tous les capitaux par elles réassurés sans qu'il y ait lieu à notre avis de tenir compte de l'exception prévue par la loi pour les capitaux réassurés qui n'auraient pas supporté primitivement la taxe. La loi du 30 décembre 1876 dispose, en effet, formellement : « les mêmes dispositions (c'est-à-dire la dispense de la taxe) sont applicables aux contrats de réassurance passés en France par actes sous signatures privées applicables à des polices souscrites à l'étranger et ayant également pour objet exclusif des immeubles, des meubles, ou des valeurs situés à l'étranger » ;

3° Les capitaux des polices qui, ayant été annuées ou étant arrivées à leur terme au cours de l'exercice imposable, n'ont donné lieu au paiement d'aucune prime au cours de cet exercice.

Cette déduction est la plus importante de beaucoup. Le texte de la loi de 1884 ne la mentionnant pas, elle a été l'objet d'une longue discussion entre les compagnies et le fisc ; après hésitation de la jurisprudence elle a été admise par la cour de cassation (Cass., 26 mai 1903 , D. P., 1, 449 ; Instr. adm. enreg., 2886, parag. 4).

La façon dont la question se posait se comprendra par un exemple : Une police souscrite le 31 janvier

1900 pour 10 ans est arrivée à expiration le 31 janvier 1910 ; les capitaux de cette police ayant été *en cours* en 1910 pendant un mois doivent-ils être compris en 1910 dans le montant des capitaux soumis au droit.

L'intérêt qu'avaient les compagnies à voir admettre la négative était pour elles d'autant plus grand que le cas que nous venons de citer est celui de toutes les polices dont la durée n'est pas inférieure à un an, c'est-à-dire de la généralité des contrats. Une police, fut-elle souscrite le 1^{er} janvier pour un an, ne prenant effet que le lendemain, arrivera à expiration le 2 janvier de l'exercice budgétaire suivant. Toutes les polices de 10 ans se trouvant par conséquent « à cheval », si l'on peut s'exprimer ainsi, le système soutenu par le fisc aurait obligé les compagnies à verser au Trésor pour 10 primes par elles reçues, 11 droits de timbre. De plus, la question n'intéressait pas les compagnies que pour l'avenir ; le fisc bien qu'ayant admis la déduction de ces capitaux depuis 1850 réclamait aux compagnies les sommes non prescrites qu'elles n'avaient pas versées au Trésor du fait de cette déduction.

La thèse des compagnies était seule soutenable en équité. Elle ne triompha pas cependant devant le tribunal de la Seine (Seine, 4 déc. 1897, *Jour. des Ass.*, 1898, p. 241) qui donna raison au fisc. Les argu-

ments que celui-ci invoqua alors et plus tard aussi, mais sans succès, devant la cour de cassation, étaient des arguments de texte ou des arguments tirés de la nature du droit de timbre. Si, disait-il, la loi de 1884 porte que la perception du droit de timbre d'abonnement aura lieu dans les délais et suivant les formes déterminées par les articles 5, 6, 7, 8 et 10 du règlement d'administration publique du 25 novembre 1871, c'est uniquement en ce qui concerne la forme de la perception et les délais de recouvrement, mais les deux taxes conservent leur caractère propre et leurs règles spéciales d'établissement. Il ajoutait qu'il était d'autant plus étrange de songer à faire application au droit de timbre du décret du 25 novembre 1871 que ce décret traitant de primes et non de capitaux ne peut s'appliquer intégralement.

S'appuyant sur la nature du droit, il réfutait l'argumentation des compagnies pour qui la taxe d'abonnement au timbre étant un droit sur leurs opérations n'était exigible qu'autant qu'il était fait acte d'assurance, notamment par le paiement d'une prime. Le fait générateur de l'impôt, ce n'est pas ici, répondait-il, le fait juridique de l'exécution du contrat, mais un fait matériel, le fait initial de la confection de l'écrit. La nature du contrat ne pouvant donc être invoquée, il faut interpréter dans un sens large l'expression « Contrats en cours » de la loi de 1850.

Cette argumentation spécieuse ne résista pas, comme nous l'avons dit, à l'examen de la cour de cassation qui donna raison aux compagnies (1).

(1) Cass., 26 mai 1903, D. P., 1903, 1, 449. Vu les articles 8, paragraphes 1 et 6, de la loi du 29 décembre 1884 et 5, n° 3, du décret réglementaire du 25 novembre 1871 : Attendu que l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884, en rendant obligatoire pour les sociétés, compagnies d'assurance et tous autres assureurs contre l'incendie et sur la vie, l'abonnement au timbre établi par l'article 37 de la loi du 5 juin 1850, stipule que la perception de cette taxe « aura lieu dans les délais et suivant les formes déterminées par les articles 5, 6, 7, 8 et 10 du règlement d'administration publique du 25 novembre 1871 » ; attendu que l'article 5 de ce règlement prescrit, pour le calcul de la taxe d'enregistrement édictée par l'article 6 de la loi du 23 août 1871 sur les assurances contre l'incendie, la déduction « des primes, cotisations ou contributions, que les sociétés, compagnies ou assureurs justifieraient n'avoir pas recouvrées par suite de la résiliation ou de l'annulation des contrats » ;

Attendu que la référence de l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884 au règlement précité révèle clairement la pensée du législateur et sa volonté d'étendre au droit de timbre d'abonnement, bien qu'il se calcule non sur les primes mais sur la totalité des sommes assurées, les règles de perception de la susdite taxe d'enregistrement ; qu'en conséquence la taxe d'abonnement au timbre n'est due que d'après la durée exacte du contrat d'assurance et n'est pas exigible sur une police, qui, ayant pris fin au cours de l'exercice imposable, n'a pas donné lieu au paiement d'une prime durant cet exercice ; attendu en fait, que l'administration de l'Enregistrement a signifié le 8 juin 1895 à la Cie X..., contre l'incendie une contrainte pour le paiement de la somme de 621.302 fr. 72, montant des droits complémentaires applicables aux sommes déduites par la compagnie, pendant la période écoulée de 1885 à 1893 sur les capitaux assurés par les polices qui avaient pris fin au cours de l'année imposable sans avoir donné lieu au versement d'une prime durant cette année ; attendu qu'en validant la contrainte décernée pour le recouvre-

Nous ajouterons en ce qui concerne les capitaux annulés qu'il n'y a pas lieu de limiter la déduction aux capitaux annulés au cours du dernier exercice. C'est une solution semblable à celle que nous avons rencontrée en matière de déduction de primes (Inst. enreg., 2886, parag. 4).

Nous relèverons par contre la différence suivante au point de vue de l'assiette de l'impôt entre le droit d'enregistrement et le droit de timbre : lorsqu'une police est souscrite pour moins d'une année, la taxe d'enregistrement étant proportionnée à la prime est moindre que pour une police d'une année ; le droit de timbre doit au contraire être perçu comme si le contrat était fait pour un an (Sol., 22 janv. 1885). Cette dernière solution découle de la nature de l'impôt : en effet, l'impôt acquitté au comptant ne comporterait pas de distinction.

SECTION II. — Perception de la taxe d'abonnement au timbre.

Sur quel exercice doit porter la liquidation de cette taxe ? Comment le paiement de l'impôt est-il effectué ?

ment desdits droits complémentaires, le jugement attaqué a violé les articles ci-dessus visés ; — Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le deuxième moyen, casse et renvoie devant le tribunal civil de Versailles.

« La perception du droit d'abonnement aura lieu dans les délais et suivant les formes déterminées par les articles 5, 6, 7, 8 et 10 du règlement d'administration publique du 25 novembre 1871 » (Loi du 29 déc. 1884, art. 8). Le décret du 25 novembre 1871 a été rendu, comme nous l'avons vu, en exécution de la loi du 23 août de la même année sur la taxe représentative du droit d'enregistrement sur les assurances contre l'incendie dont il s'occupe spécialement dans son titre 2. C'est donc aux principes posés dans ce titre que renvoie le législateur de 1884 et non à la loi primitive de 1850.

Il résulte des dispositions du décret précité que la taxe d'abonnement au timbre est perçue, comme la taxe d'enregistrement, *sur le montant des opérations de l'année courante* et non des opérations de l'année précédente comme le stipulait la loi de 1850.

Le paiement de la taxe d'abonnement au timbre doit donc s'effectuer par trimestre et les compagnies ont à remettre, à l'appui de leurs versements trimestriels, un état semblable à celui que l'article 8 du décret de 1871 leur prescrit de remettre pour acquitter la taxe d'enregistrement, c'est-à-dire un état indiquant :

1° Le montant des capitaux assurés provenant des exercices antérieurs ;

2° Le montant des mêmes capitaux provenant de souscriptions nouvelles ;

3° Les déductions à opérer en vertu de la loi de 1876 (polices souscrites à l'étranger pour risques situés à l'étranger) ou en vertu de la loi de 1884 elle-même (capitaux réassurés) ou encore par suite de la résiliation ou de l'expiration des contrats au cours de l'exercice imposable (Instr. adm. enreg., n° 2886) ;

4° Le montant net des capitaux assujettis à la taxe.

Il nous suffit au reste de renvoyer pour le détail à ce que nous avons dit précédemment pour la taxe d'enregistrement (1).

Quant à la liquidation générale d'un exercice, elle s'opère pour la taxe d'abonnement au timbre comme pour la taxe d'enregistrement au plus tard au 31 mai de l'année suivante (Décret du 25 nov. 1871, art. 7).

★★

La taxe d'abonnement au timbre couvre aujourd'hui tous les avenants. Elle a réparé la lacune qui existait dans la loi de 1850 en se servant d'une formule très générale : « Le droit de timbre établi par les lois en vigueur sur les contrats d'assurance, ainsi que sur tous les actes ayant pour objet la formation, la *modification* ou la *résiliation* amiable de ces contrats sera, etc... »

(1) Voir *supra*, p. 69 et suivantes.

Sans doute la question se pose encore de savoir quels sont ceux des actes que la compagnie peut être amenée à rédiger, indépendamment du contrat, qui sont couverts par l'abonnement : acte de nomination d'experts en cas de sinistre, procès-verbaux, etc... Mais cette question sort du cadre de notre étude puisque nous ne nous occupons ici que du contrat. En nous limitant dans notre cadre nous n'avons qu'un seul point à examiner : doit-on, malgré l'abonnement, faire usage de papier timbré pour les copies ou duplicata de polices ?

A notre avis une réponse affirmative s'impose. Les compagnies abonnées sont dispensées d'employer le timbre de dimension pour la rédaction de leurs contrats, « quels que soient la dimension du papier et le nombre des doubles », cela résulte, en nous servant des expressions mêmes de la loi, de l'article 38 de la loi du 5 juin 1850 : « Les sociétés, compagnies ou assureurs qui, après avoir contracté un abonnement, voudraient y renoncer, seront tenus de payer un droit de 0 fr. 35, par chaque police en cours d'exécution quels que soient la dimension du papier et le nombre des *doubles*. »

La question revient donc à déterminer ce qu'il faut entendre par « doubles ». Or, il est pour nous impossible d'admettre que le législateur ait voulu par ce mot désigner des duplicata ; cela ressort de la com-

paraison du texte de la loi de 1850 avec celui de l'article 1325 du code civil qui stipule que dans les contrats synallagmatiques il doit être délivré autant d'*originaux* qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct. Le mot double signifie ici original. Le législateur de 1850, en édictant dans une disposition particulière que les compagnies abonnées étaient exemptées du timbre au comptant quel que fut le nombre des doubles, avait en vue l'hypothèse d'un contrat d'assurance souscrit par plusieurs intéressés comme c'est le cas dans les assurances d'usufruitiers et de nu-propriétaires.

La cour de cassation s'est, au reste, prononcée en ce sens, d'accord avec l'administration (Sol. adm. enreg., 1^{er} juin 1874, *Journ. enreg.*, n° 19.630 ; Cass., 8 nov. 1876, *Journ. enreg.* n° 20.229).

Il faut toutefois ajouter que seuls les *duplicata* au sens propre du terme, c'est-à-dire des copies certifiées conformes par l'agent (ou le directeur de la compagnie) doivent être timbrés au comptant. En effet, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 13 brumaire an VII, la contribution du timbre est établie « sur tous les papiers destinés aux actes civils et judiciaires et aux écritures qui peuvent être produites en justice et y faire foi ». Or, une copie qui ne serait pas certifiée par la compagnie ne pourrait être produite en justice par l'assuré. Par conséquent,

les copies de police que les compagnies sont parfois obligées de faire pour le travail de leurs bureaux peuvent être rédigées sur papier libre.



Répétons enfin, ce que nous avons dit pour la taxe d'enregistrement : l'assuré est débiteur définitif du droit de timbre. Les tribunaux se sont rangés à cet avis en reconnaissant, comme nous l'avons vu, que quand les compagnies récupèrent le droit de timbre sur leurs assurés elles ne leur demandent pas un supplément de prime représentant une part de leurs frais généraux, mais simplement le remboursement d'un impôt qui est à leur charge (1).

De même, comme nous l'avons dit pour la taxe d'enregistrement, nous déciderons ici encore que, quel que formel que soit l'article 75 de la loi du 28 avril 1816, le trésor ne peut avoir d'action pour le recouvrement de la taxe d'abonnement au timbre que contre les compagnies elles-mêmes chargées par une loi spéciale (loi du 29 décembre 1884) d'assurer le recouvrement de l'impôt.

(1) Voir *supra*, p. 50.

SECTION III. — Des contrats passés à l'étranger.

**Des contrats passés en France pour garantir des risques
situés à l'étranger.**

**Des contrats d'assurance garantissant des risques situés en
Algérie et dans les colonies françaises.**

§ 1. — Des contrats passés à l'étranger.

La loi du 30 décembre 1876 dans son article unique dispose : « A partir de la promulgation de la présente loi, le droit de timbre établi par les articles 33 et 37 de la loi du 5 juin 1850 cessera d'être perçu sur les contrats d'assurance passés en pays étranger et ayant exclusivement pour objet des immeubles, des meubles ou des valeurs situés à l'étranger. Mais ces contrats doivent être soumis au timbre moyennant le paiement du droit au comptant avant qu'il puisse en être fait aucun usage en France, soit dans un acte public, soit dans une déclaration quelconque, soit devant une autorité judiciaire ou administrative à peine d'une amende de 50 francs. Les mêmes dispositions, etc... »

Cette loi a été votée dans le but spécial de rendre moins désavantageuse vis-à-vis des compagnies allemandes la situation des compagnies d'assurances françaises qui, après la guerre de 1870, continuèrent pendant quelques années à opérer en Alsace-Lor-

raïne. En effet, sous l'empire de la loi de 1850 qui n'exceptait pas les risques étrangers (Instr. adm. en-reg., n^{os} 2.010 et 2.011), les compagnies françaises étaient assujetties à la taxe d'abonnement pour les capitaux qu'elles garantissaient à l'étranger et elles avaient de plus à acquitter à l'étranger les taxes de timbre établies par les lois des pays où elles opéraient.

La loi du 30 décembre 1876, bien que rendue dans une circonstance spéciale, est encore en vigueur à l'heure actuelle, et son texte étant général, il doit en être fait application à toutes les polices *passées à l'étranger* garantissant des risques *situés à l'étranger*. Moyennant cette double condition, les capitaux de ces polices n'ont pas à supporter la taxe d'abonnement au timbre. L'article 8 de la loi du 29 décembre 1884 a reproduit cette disposition de la loi de 1876.

Mais ces polices restent soumises au timbrage au comptant s'il en est fait usage en France ; c'est là une exception très justifiée au principe de l'exemption.

Une difficulté s'est présentée dans la pratique : les contrats souscrits à l'étranger par les agents des compagnies françaises pour des risques situés à l'étranger sont-ils encore dispensés de la taxe si les agents ne les signent que sous réserve de la ratification de l'administration centrale, ces contrats devant

par celà-même être envoyés en France pour y être contresignés par le directeur ? Les tribunaux ont répondu affirmativement (Cass., 15 février 1898 ; Cass., 23 déc. 1902, *Recueil périodique des Ass.*, 1903, p. 286). Cette solution est évidemment juridique. Ces contrats sont souscrits sous une condition résolutoire ; or, le propre de toute condition résolutoire étant de rétroagir (art. 1179 C. C.), ils doivent être considérés comme existants du jour où ils ont été souscrits à l'étranger ; on ne saurait soutenir en conséquence qu'ils ont été passés en France.

Examinons maintenant le cas des polices passées par des compagnies françaises à l'étranger garantissant des biens situés en France. Quel traitement leur est applicable ?

Les lois qui régissent notre matière ne renferment aucune disposition sur ce point. Nous avons vu, du reste, en matière d'enregistrement, que l'administration a toujours refusé aux compagnies françaises le bénéfice de l'article 8 de la loi du 23 août 1871 qui semblerait cependant les autoriser à opérer la déduction des primes de ces polices. Il faut donc décider, en l'absence d'un texte et en présence de la thèse soutenue par le fisc en matière d'enregistrement, que les capitaux de ces polices doivent être compris dans le montant des capitaux imposables.

§ 2. — **Contrats passés en France garantissant
des biens situés à l'étranger.**

Comme dans l'hypothèse précédente, les lois qui régissent notre matière sont muettes sur la règle à suivre en pareil cas. La loi de 1884 renvoyant comme on le sait au décret du 25 novembre 1871 pour la perception du droit, ne pourrait-on pas appliquer à la taxe d'abonnement au timbre la disposition de l'article 5, § 1, de ce décret qui autorise la déduction des primes en pareil cas ? Telle n'est pas notre opinion. Il faut tenir compte de la nature de l'impôt qui nous occupe ici : la taxe est représentative de la consommation du papier timbré ; or, le papier timbré est obligatoire pour tous les actes qui se font en France. C'est du reste l'opinion de l'administration ainsi que cela ressort de la prétention qu'elle avait émise de soumettre à la taxe les polices ratifiées en France.

Il faut donc décider que les capitaux de ces polices sont compris dans les capitaux imposables.

§ 3. — **Contrats d'assurances garantissant des risques
situés en Algérie et aux colonies.**

Les polices souscrites en France pour garantir des risques situés en Algérie ou aux colonies sont à *fortiori* passibles de la taxe d'abonnement au timbre, ces pays n'étant pas considérés comme territoire

étranger (Seine, 6 nov. 1898, Simonin, t. II, 3, 445).

Quant aux polices souscrites dans les colonies pour garantir des biens qui y sont situés, il y a lieu de faire ici la distinction que nous avons faite en matière d'enregistrement. Les contrats souscrits en Algérie sont passibles de la taxe de 0.04 pour $\frac{1}{100}$, la loi du 29 décembre 1884, ayant été déclarée exécutoire dans cette colonie par un décret du 16 avril 1885 ; l'impôt est payable en Algérie même. Dans les autres colonies, tout au moins dans celles d'entre elles où existent l'enregistrement et le timbre, les polices doivent être établies sur papier timbré.

SECTION IV. — Du privilège du Trésor.

De la prescription.

Des poursuites et des instances.

Aucune des lois intervenues sur la taxe d'abonnement au timbre qui frappe le contrat d'assurance contre l'incendie ne renferme sur ces points de dispositions spéciales. Les règles générales admises en matière de droit de timbre doivent donc être appliquées ici.

§ 1. — Privilège du trésor.

Tous les droits et amendes de timbre sans distinction « jouissent soit dans les successions, soit dans les faillites ou tous autres cas, du privilège des contributions directes. (Loi du 28 avril 1816).

En conséquence, tandis que le trésor viendrait en concours avec les autres créanciers des compagnies en poursuivant le recouvrement de la taxe d'enregistrement, il les primerait en poursuivant le recouvrement de la taxe d'abonnement au timbre.

§ 2. — **Prescription.**

Suivant les principes généraux admis en matière de timbre, les demandes en restitution de droits perçus en trop pour des exercices déjà liquidés seront soumises à la prescription quinquennale, qui atteint toutes les créances des particuliers contre l'Etat (loi du 29 janv. 1831, art. 9 et 10).

Quant à la réclamation des droits, la prescription qui lui est applicable est la prescription trentenaire. On a, il est vrai, soutenu que l'action du trésor pour le recouvrement des taxes d'abonnement au timbre s'éteignait non pas après trente ans, mais au bout de cinq ans conformément à l'article 2277 du code civil qui soumet à la prescription quinquennale « les arrérages de rentes perpétuelles et viagères, etc. et généralement tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts ». Mais cette théorie a été constamment rejetée par la jurisprudence, qui, au point de vue de la prescription, assimile les taxes d'abonnement aux droits ordinaires

de timbre (1). (Cass., 28 juillet 1875, *Journ. Enreg.*, n° 19.912).

§ 3. — **Poursuites et instances.**

Le recouvrement des droits de timbre est poursuivi de la même façon que le recouvrement des droits d'enregistrement. Il nous suffira par conséquent de renvoyer à ce que nous avons dit précédemment (2).

(1) *Les impôts en France, op. cit.*, t. I, p. 283.

(2) Voir *supra*, p. 90.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

De la taxe spéciale et de la taxe spéciale complémentaire.

(Lois des 13 avril 1898 et 30 janvier 1907).

Ces deux impôts ont un trait essentiel qui les rapproche. Ils ne frappent pas comme les taxes d'enregistrement et de timbre le contrat d'assurance lui-même ; ils frappent tous deux personnellement les compagnies ou sociétés d'assurances ; la loi du 30 janvier 1907 fait toutefois une distinction que nous examinerons entre les compagnies à primes fixes et les sociétés mutuelles.

Tout serait à redire de ces impôts si l'on se plaçait sur le terrain économique.

La taxe édictée par la loi du 13 avril 1898 est destinée à subvenir aux besoins des communes pour en-

tretenir des compagnies de sapeurs pompiers et leur fournir le matériel nécessaire en cas d'incendie. Or les mesures à prendre pour prévenir les incendies sont d'intérêt *général*, les lois administratives elles-mêmes le proclament (Lois des 16-24 août 1790, loi du 5 avril 1884, article 97), et le législateur décide que les dépenses qu'elles occasionneront seront couvertes par une catégorie spéciale de contribuables : les assureurs !

Quant à la taxe sur les capitaux assurés édictée par la loi de 1907, qui est venue s'ajouter à la taxe de 1898, elle constitue pour les compagnies à primes fixes à qui il est interdit de la récupérer sur leurs assurés une augmentation déguisée de la patente qui les frappe, basée elle aussi en partie, depuis la loi du 19 avril 1905, sur le chiffre des capitaux qu'elles garantissent.

§ 1. — **Loi du 13 avril 1898.**

ART. 17. — « Les compagnies et sociétés d'assurances françaises et étrangères contre l'incendie, à l'exception des caisses départementales organisées par les conseils généraux, sont assujetties à une taxe fixe annuelle de 6 francs par million sur le capital qu'elles assurent *en France*. »

Cet impôt connu dans la pratique sous le nom « d'impôt des pompiers », en raison de son affectation

spéciale est donc assis comme le droit de timbre sur le montant des capitaux assurés.

Pour le calcul de cette taxe de 6 francs par million, le décret du 12 juillet 1898 (Cf., Instr. adm. enreg., n° 2.966) a établi trois déductions qui sont celles admises pour la taxe d'enregistrement. Ce sont :

- 1° Les risques étrangers ;
- 2° Les réassurances
- 3° Les polices annulées ou résiliées.

Cette taxe est au reste assimilée au droit d'enregistrement au point de vue du mode de recouvrement. « La taxe sur les capitaux assurés, dit M. Wahl, est exactement identique dans la plupart de ses caractères au droit d'enregistrement qu'elle vient augmenter comme une sorte de décime et n'a été constituée comme impôt distinct que pour rendre manifeste son but spécial » (1).

La taxe doit se calculer sur le montant des capitaux garantis par des polices passées en France, en n'exemptant que les capitaux afférents à des risques situés à l'étranger, les capitaux afférents aux risques situés aux colonies devant être assujettis à l'impôt (Sol. adm. enreg., 26 fév. 1900). Pour les polices passées dans les colonies la distinction que nous avons faite en matière d'enregistrement et de timbre est à refaire.

(1) Wahl, *Traité de droit fiscal*, t. I, p. 3.

Les capitaux afférents à des risques situés aux colonies garantis par des polices qui y sont souscrites n'ont pas à supporter ce nouvel impôt. L'Algérie seule fait exception, le décret du 3 décembre 1903 ayant déclaré applicable dans ce pays la loi de 1898.

Un point spécial est à relever en ce qui concerne cette taxe : les caisses départementales et les caisses d'assurances agricoles en sont exemptes.

En ce qui concerne les caisses départementales, cela résulte d'une disposition spéciale de la loi. Il n'en est pas de même pour les caisses d'assurances agricoles. Le législateur de 1898 ne pouvait songer à les exempter puisque, si elles existaient à cette époque, elles n'existaient qu'illégalement (1).

Les caisses d'assurances agricoles sont l'objet d'une faveur du fisc « Le législateur semble avoir eu le dessein d'accorder aux mutuelles agricoles une exonération générale de toutes les taxes fiscales ; elles me paraissent exemptes au même titre de la taxe des pompiers et des droits d'enregistrement proprement dit ». (Déc. min. fin., 31 août 1901; Inst. adm. enreg., 3.017).

C'est là, à notre avis, une interprétation de la loi du 5 juillet 1900 « faite pour les besoins de la cause ».

Quelle est la prescription de la taxe des pompiers?

(1) Voir ci-dessus, p. 21.

La loi du 13 avril et le décret du 12 juillet 1898 ne renferment aucune disposition sur ce point. Quelle que soit la spécialité des lois fiscales, ne faut-il pas, semble-t-il, en raison de la similitude que cette taxe présente avec la taxe d'enregistrement, décider qu'elle est soumise en principe à la prescription biennale ?

§ 2. — **Loi du 30 janvier 1907.**

ARTICLE 5. — « En sus de la taxe annuelle de 6 francs par million établie par la loi du 13 avril 1898, il est institué une taxe de 12 francs par million sur le capital assuré par les sociétés et compagnies d'assurances françaises et étrangères. Cette taxe est réduite à 3 francs par million pour les compagnies et sociétés qui justifient que l'ensemble des capitaux assurés par elles ne dépasse pas un milliard; elle est réduite à 6 francs par million pour les compagnies et sociétés qui justifient que l'ensemble des capitaux assurés par elles est compris entre 1 et 3 milliards. Sont et demeurent exempts de cette taxe les capitaux assurés aux caisses départementales et aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles constituées aux termes de la loi du 5 juillet 1900 ainsi que les capitaux réassurés par lesdites caisses ou sociétés.

ART. 6.— La taxe établie par l'article précédent *ne vise pas le contrat d'assurance*. Elle s'ajoute aux frais

généraux de l'assureur qui ne pourra, en aucun cas, la récupérer sur l'assuré, sauf en ce qui concerne les sociétés d'assurances mutuelles contre l'incendie constituées conformément aux termes du décret du 22 janvier 1868. »

L'assiette, la perception et le recouvrement de cette taxe étant les mêmes que pour la taxe des pompiers, il nous est inutile d'y insister.

Du texte de la loi, nous ne relèverons que les trois points suivants :

1° Elle établit un tarif progressif suivant l'importance des compagnies. Nous remarquerons à ce propos que si la progressivité peut se comprendre ce n'est évidemment pas pour des impôts assis sur les opérations des sociétés. Les actionnaires des grandes compagnies qui, en définitive, ont à supporter l'impôt ne sont pas forcément de plus gros capitalistes que les actionnaires des petites compagnies. Que les compagnies soient importantes ou non, les actions ne sont pas nécessairement concentrées dans les mêmes mains ;

2° Elle exempte de la taxe nouvelle les caisses départementales et les caisses d'assurances agricoles ;

3° Elle permet aux sociétés mutuelles de récupérer l'impôt sur leurs assurés ; elle en fait par contre prohibition aux compagnies d'assurances à primes fixes et les atteint par cela même.

L'exception faite pour les sociétés mutuelles s'im-

posait évidemment en raison de la nature de ces sociétés où les deux rôles d'assureurs et d'assurés sont confondus. La disposition formelle de la loi présente toutefois un intérêt pratique; l'impôt recouvré sur le sociétaire en vertu d'une disposition légale garde son caractère propre, et il ne peut être considéré comme accessoire de la prime lorsque les sociétés le récupèrent. La question mérite de retenir l'attention au point de vue de la taxe d'enregistrement qui n'atteint, comme nous le savons, que les accessoires de la prime (1).

Cette loi de 1907 est caractéristique; elle est une manifestation évidente de la lutte entreprise par le législateur contre les grandes compagnies d'assurances qui seules pourtant, en raison de l'extension de leurs opérations, peuvent offrir une garantie sérieuse.

Cet impôt n'a pas malheureusement que le but de procurer des ressources au Trésor; il est une déclaration de guerre aux compagnies à primes fixes.

Le monopole des assurances n'est pas à notre avis pour cela à la veille d'être voté; c'est un problème trop complexe.

(1) Nous mentionnerons ici que la taxe de 12 francs par million a été déclarée applicable en Algérie par décret du 15 juillet 1908.

APPENDICE

Contrôle et pénalités.

Pour assurer l'exécution des lois fiscales que nous venons d'examiner le législateur a, d'une part, donné aux agents de l'administration un droit de contrôle sur les opérations des compagnies et, d'autre part, édicté des pénalités.

§ 1. — Contrôle.

L'administration a un droit d'investigation très étendu au siège social et dans les succursales et agences des compagnies. Ce droit résulte de l'article 35 de la loi du 5 juin 1850, des articles 22 de la loi du 23 août 1871, et 7 de la loi du 21 juin 1875.

MODE DE COMMUNICATION. — La communication doit être effective et ne consiste pas seulement, pour les représentants d'une société, dans la faculté laissée aux agents de l'administration d'opérer eux-mêmes les recherches dans les archives de la société (Cass., 4 mai 1885 ; Instr. adm. enreg., 2637-5°).

ETENDUE. — La loi du 23 août 1871 oblige les compagnies à communiquer leurs livres, registres, titres, pièces de recette, de dépense et de comptabilité. Cette énumération a été conçue en termes généraux afin d'embrasser tous les documents qu'il peut être utile de consulter dans l'intérêt du Trésor.

La communication s'étend à tous les registres et pièces composant la comptabilité commerciale des sociétés sans faire aucune distinction entre les livres et documents qui seraient soumis au timbre et à l'enregistrement et ceux qui n'y seraient pas soumis (Cass., 23 août 1877, S., 77., 1, 279 ; Instr. adm. enreg., 2.575, § 3 ; Cass., *12 mai 1887 ; Instr. adm. enreg., 2.741) ; aux livres facultatifs et accessoires que les sociétés jugent à propos d'établir pour la clarté de leurs écritures comme aux livres dont la tenue est prescrite par le code de commerce (Cass., 7 janvier 1878, Instr. adm. enreg., 2.591) ; non seulement aux écritures de l'exercice courant, mais encore à celles des exercices antérieurs (Cass., 23 avril 1877, Instr. adm. enreg., 2.575, 3 ; Cass., 30 décembre 1879, Instr. adm. enreg., 2.637, 3). Tout refus de communication sera constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 100 francs à 1.000 francs.

L'Administration exerce son droit d'investigation dans toutes les succursales et agences des compagnies

françaises et des compagnies d'assurances étrangères établies en France (Loi du 21 juin 1875, art. 7).

Toute société étrangère est en outre tenue d'une obligation spéciale : elle doit, avant même toute déclaration d'existence, faire agréer par le directeur général de l'enregistrement un représentant français personnellement responsable des droits et amendes (Décret du 25 nov. 1871, art. 10).

§ 2. — Pénalités.

Nous ferons une classification des amendes en envisageant successivement les impôts auxquels se rapporte la contravention encourue.

1° *Enregistrement*. — L'article 10 de la loi du 23 août 1871 porte : « Chaque contravention aux dispositions de ce règlement sera passible d'une amende de 50 francs ». Le règlement dont il est question est celui du 25 novembre 1871.

2° *Timbre*. — Les amendes concernant les contraventions à la loi sur le timbre sont déterminées par l'article 8 de la loi de 1884 qui renvoie lui-même à l'article 10 de la loi du 23 juin 1857, ainsi conçu :

« Toute contravention aux précédentes dispositions et à celles des règlements qui seront faits
« pour leur exécution est punie d'une amende de 100 à
« 5.000 francs, sans préjudice des peines portées à

« l'article 39 de la loi du 22 frimaire an VII pour « omission ou insuffisance de déclaration. »

Il y a lieu d'ajouter au principal de ces amendes les décimes établis en matière d'enregistrement et de timbre sur les droits eux-mêmes : Loi du 23 août 1871, art. 1 et 2^e; loi du 30 décembre 1873, art. 2), tout en tenant compte de la disposition spéciale de l'article 33 de la loi du 30 mars 1902 (1).

3^e *Taxe spéciale et taxe spéciale complémentaire.*— Pour ce qui est de la taxe de 6 francs par million « toute contravention aux prescriptions du règlement d'administration publique destiné à assurer l'exécution de la loi du 13 avril 1898 (art. 18), sera punie d'une amende de 100 à 1.000 francs.

Quant à la taxe de 12 francs par million, une contravention quelconque relative à son paiement se confondrait nécessairement avec la précédente, car aux termes de la loi du 31 janvier 1907 « cette taxe s'ajoute à celle établie par la loi du 13 avril 1898 » ; les taxes de 6 et 12 francs par million s'additionnant, on ne pourrait donc, si on relevait une contravention, appliquer pour les deux taxes qu'une seule amende.

(1) Loi du 30 mars 1902, article 33. « Toutefois en matière de douanes, de contributions indirectes et d'octroi, le tribunal compétent pour prononcer la condamnation au principal ou l'amende doit prononcer en même temps, sur les conclusions de la partie chargée des poursuites la condamnation aux décimes et demi-décimes. »

La prescription de toutes ces amendes sans qu'il y ait lieu de faire à notre avis de distinction entre elles, est de deux ans, mais elle ne commence à courir que du jour où les préposés ont été mis à même de constater la contravention (Instr. adm. enreg., 2643, 5°).

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu :

Le Président,

E. CHAVEGRIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur de l'Académie,

GALLOUER.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Du droit d'enregistrement

CHAPITRE PREMIER. — Du droit d'enregistrement en général.	
Législation fiscale française en matière d'assurances . .	25
CHAPITRE II. — Du droit d'enregistrement sur le contrat d'assurance contre l'incendie.	
Section I. — Assiette, liquidation et perception de l'impôt	38
Section II. — Recouvrement et paiement de la taxe.	
Enregistrement des contrats	63
Section III. — Des contrats d'assurances souscrits en France, garantissant des risques situés à l'étranger.	
— Des contrats d'assurances souscrits à l'étranger, garantissant des risques situés en France. — Des contrats d'assurances garantissant des risques situés en Algérie et dans les colonies françaises	76
Section IV. — Des droits acquis et de la prescription en matière d'enregistrement.	84
Section V. — Poursuites et instances	90

DEUXIEME PARTIE

Du droit de timbre

CHAPITRE PREMIER. — De l'impôt du timbre en général.	
Ancienne législation relative aux contrats d'assurances .	93

CHAPITRE II. — Du droit de timbre sur le contrat d'assurance-incendie, édicté par la loi du 29 décembre 1884 . . .	106
Section I. — Assiette et liquidation de l'impôt . . .	107
Section II. — Perception de la taxe d'abonnement au timbre	118
Section III. — Des contrats passés à l'étranger. — Des contrats passés en France pour garantir des risques situés à l'étranger. — Des contrats passés aux colonies	124
Section IV. — Du privilège du Trésor. — De la prescription, des poursuites et des instances	128

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE. — Des taxes établies par la loi des 13 avril 1898 et 30 janvier 1907	131
APPENDICE. — Contrôle et pénalités	138

